

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le 03/04/2024

ID : 029-242900801-20240329-DCC2024_070-DE

PAYS LANDERNEAU DAOULAS

ANNEXE

BILAN DE LA PROCÉDURE PLH

ET DE LA

CONCERTATION MENÉE

Table des matières

Partie 1 : Le contexte général	3
Partie 2 : Les modalités de concertation	3
1-Association des personnes morales	3
2- Concertation avec les habitants et les associations locales	4
Partie 3 : Temps forts organisés au fil de la démarche	4
1- Questionnaire auprès des communes	4
2- Des rencontres territoriales avec les communes	8
3- Les ateliers en mai juin 2022	9
4- Le séminaire des élus du pays de Landerneau Daoulas en juin 2023	11
5- L'association des partenaires et acteurs de l'habitat lors de comités de pilotage	12
6- L'association du conseil de développement et du Panel citoyens	14
Partie 4 : 1er arrêt du projet et consultations	15
Conclusion	18
Annexes	19

Partie 1 : Le contexte général

Les modalités de concertation et d'association des partenaires dans le cadre de l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat sont définies par l'article L302-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

« L'établissement public de coopération intercommunale associé à l'élaboration du programme local de l'habitat l'Etat, le cas échéant, le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme, les communes et établissements publics compétents en matière de plan local d'urbanisme directement concernés ainsi que le représentant des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du présent code et des sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 qui sont propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat, désigné par les associations placées sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association qui les regroupent et toute autre personne morale qu'il juge utile. »

« Pendant toute la durée de son élaboration, le programme local de l'habitat peut faire l'objet d'une concertation associant les habitants et les associations locales. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. A l'issue de la concertation, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale en arrête le bilan, qui est joint au projet de programme local de l'habitat. »

Cette annexe comprend également la partie réglementaire avec les avis et évolutions du document au fil de la procédure selon les articles L 302-2 et suivants et R302-9 et suivants du CCH.

Partie 2 : Les modalités de concertation

La délibération de révision du PLH n°DCC2021-099 du 24 juin 2021 a déterminé les objectifs et les modalités de la concertation.

1-Association des personnes morales

Selon les dispositions du code de l'habitation et de la construction, la Communauté doit définir la liste des personnes morales associées à l'élaboration du programme, au-delà des 22 communes membres qui seront des partenaires de la démarche durant toute son élaboration. Il est proposé d'associer, aux différentes étapes de la construction du projet, soit au travers de réunions plénières ou de réunions thématiques, les personnes morales suivantes (il s'agit d'une liste a minima, d'autres personnes morales pourront être associées en fonction des enjeux et thématiques travaillés) :

- l'Etat
- le Département
- la Région
- le syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (SCoT)
- les représentants des bailleurs sociaux
- les représentants de l'action sociale liée au logement (CDAS, CAF, CLIC...)
- les représentants des professionnels de l'habitat (notaires, promoteurs, constructeurs, agences immobilières...)
- les représentants des financeurs de l'habitat (ANAH, CDC, Action Logement...)
- les autres partenaires de la politique de l'habitat (ADIL, Ener'gence...)

2- Concertation avec les habitants et les associations locales

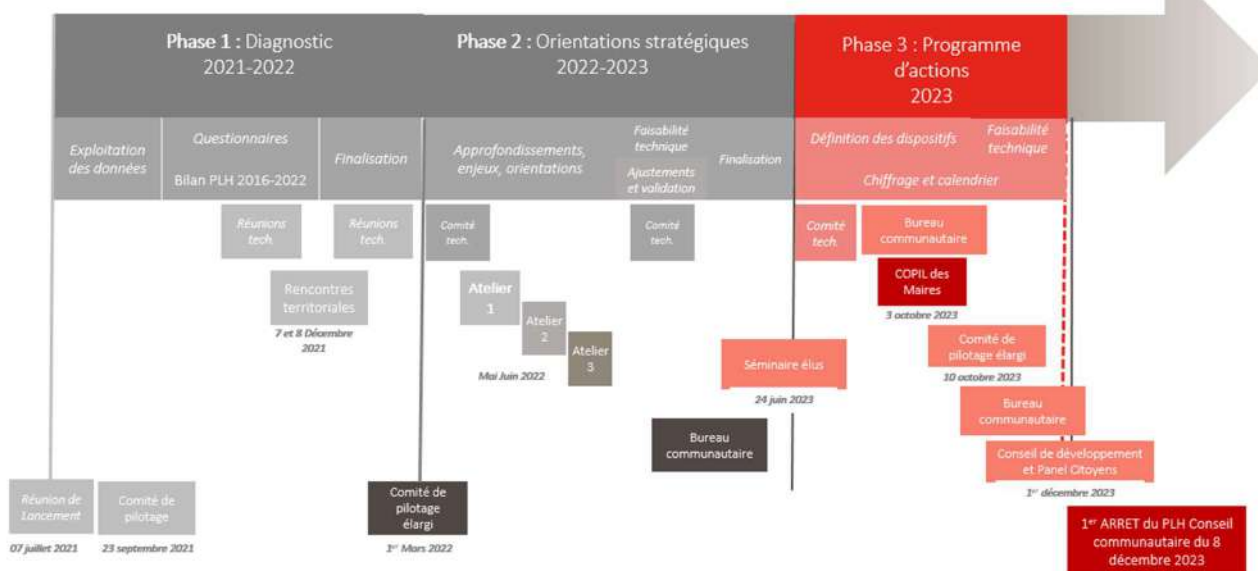
La délibération précise que « la mise en œuvre de la concertation s'effectuera dans le cadre de la consultation d'un panel citoyens tel que celui-ci s'est pratiqué dans le cadre du projet de territoire et dans le cadre du conseil de développement à l'échelle de l'EPCI. »

Le conseil de développement est organisé sur la base de quatre collèges, afin d'établir différentes catégories de membres :

- le collège « organismes économiques »
- le collège « secteur santé, social, solidarités, familial »
- le collège « enseignement, formation, éducation, culture, sport »
- le collège « cadre de vie, environnement »

Partie 3 : Temps forts organisés au fil de la démarche

Calendrier et méthodologie



1- Questionnaire auprès des communes

Lors de la phase diagnostic un questionnaire a été déployé auprès des 22 communes du territoire. Voici quelques éléments d'analyse.

DYNAMIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Retours des questionnaires

Récemment, quel est selon vous, le profil des nouveaux arrivants ?



Globalement, quels sont les besoins que vous identifiez pour les ménages habitant déjà le territoire ?



14 | PROGRAMME LOCAL DE L'ÉNERGIE 2021-2026 (CLPEL) | 7 à 13/02/2022 202

DYNAMIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Retours des questionnaires

Quel est le statut des nouveaux arrivants ?



Quels sont les biens qu'ils recherchent ?



15 | PROGRAMME LOCAL DE L'ÉNERGIE 2021-2026 (CLPEL) | 7 à 13/02/2022 202

L'OFFRE DE LOGEMENTS

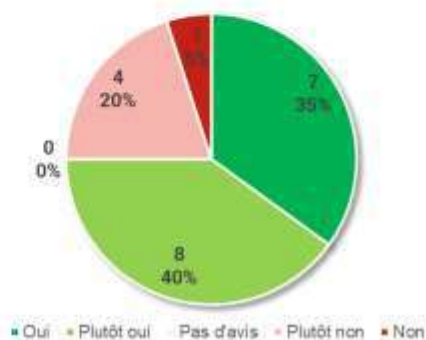
Retours des questionnaires

Quels sont leurs principaux critères de sélections lors d'une recherche de logements ?



16 | PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2021-2026 (CLPLH) 7 & 8 OCTOBRE 2021

Les objectifs de production de logements sont-ils satisfaisants ?



■ Oui ■ Plutôt oui ■ Pas d'avis ■ Plutôt non ■ Non

L'OFFRE DE LOGEMENTS

Retours des questionnaires

Constatez-vous une augmentation de la demande en logements sociaux ?



Situations de handicap, personnes âgées et femmes seules avec enfants

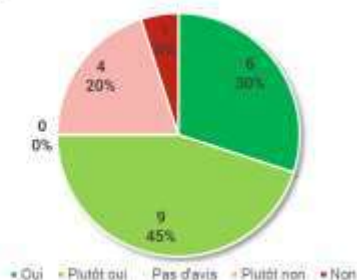
Jugez-vous l'effort de production d'une offre sociale suffisant ?



■ Oui ■ Plutôt oui ■ Pas d'avis ■ Plutôt non ■ Non

17 | PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2021-2026 (CLPLH) 7 & 8 OCTOBRE 2021

Sur votre commune, jugez-vous l'effort de production d'une offre sociale suffisant ?



■ Oui ■ Plutôt oui ■ Pas d'avis ■ Plutôt non ■ Non

L'OFFRE DE LOGEMENTS

Retours des questionnaires

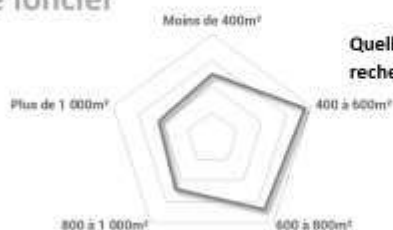
L'offre de logements pour les publics spécifiques (jeunes, handicap, etc...) est-elle suffisante ?



38 | PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2021-2026 | CCPLD | 7 à 15 DECEMBRE 2021

LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

Maîtriser le foncier



Quelle est la surface moyenne de terrain recherchée pour une maison individuelle ?

La CCPLD doit-elle s'impliquer dans la maîtrise du foncier ?



39 | PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2021-2026 | CCPLD | 7 à 15 DECEMBRE 2021

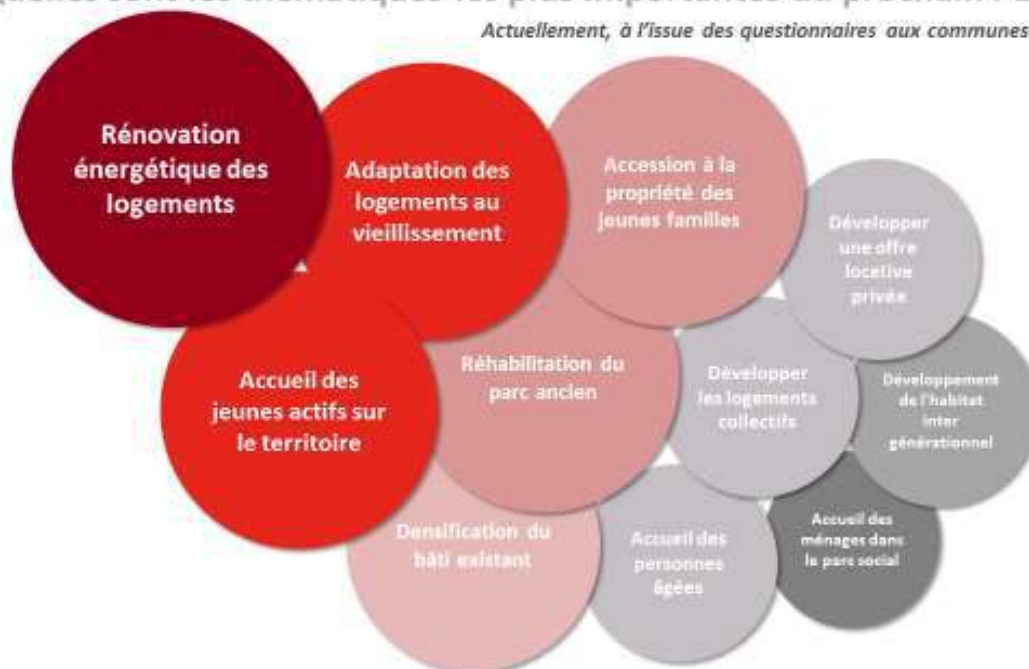
Les objectifs de production en renouvellement urbain vous paraissent-ils être atteignables ?



• Oui • Plutôt oui • Pas d'avis • Plutôt non • Non

En conclusion :

Quelles sont les thématiques les plus importantes du prochain PLH

Actuellement, à l'issue des questionnaires aux communes**2- Des rencontres territoriales avec les communes**

Elles se sont déroulées les 7 et 8 décembre 2021. Les ateliers ont permis d'appréhender en partie le diagnostic en abordant : le territoire attractif mais vieillissant, la dynamique socio démographique, l'offre de logements, le fonctionnement du marché. Ceci a permis de présenter le retour des questionnaires aux communes.



Les journées avaient pour objectifs notamment de :

- Comprendre et partager les évolutions du territoire ;
- Identifier d'ores et déjà quelques enjeux.

Les acteurs de l'habitat ont également été rencontrés lors d'entretiens individuels afin d'enrichir le diagnostic.

3- Les ateliers en mai juin 2022

Des ateliers thématiques ont été proposés sur un mode participatif et avec des intervenants :

- Urbanis
- TPLA
- AILES
- Maison Leonard de Vinci (vivre ensemble en Cornouaille, Santiago accessible)...

Les échanges avaient pour objectifs notamment de :

- rappeler les évolutions du territoire ;
- adhérer aux dynamiques de développement, partager des axes et orientations ;
- identifier des actions possibles via des partages d'expériences sur d'autres territoires.





Sur les quatre dates proposées ce sont 46 participants communes ou acteurs de l'habitat qui ont participé à ces moments d'échanges et de co-construction.

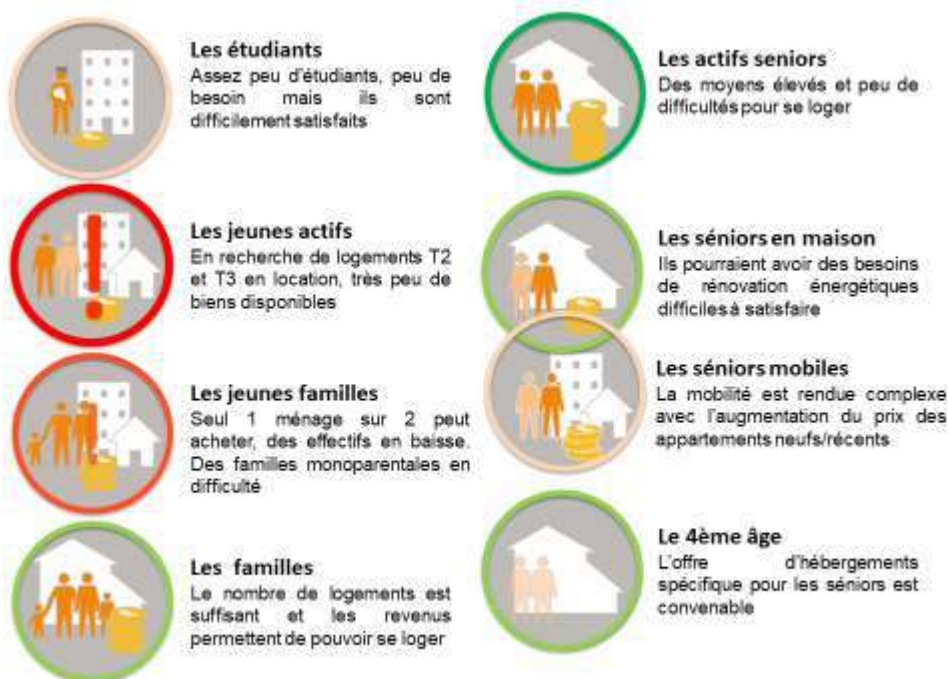
4- Le séminaire des élus du pays de Landerneau Daoulas en juin 2023

La thématique sur le parcours résidentiel des ménages et l'accès au logements a permis de travailler indirectement sur les orientations du PLH en abordant cette fois la tension du marché, l'accès au logement et l'aspect foncier

Séminaire des élus du pays de Landerneau-Daoulas

Le parcours résidentiel des ménages et l'accès au marché

30 juin 2023



5- L'association des partenaires et acteurs de l'habitat lors de comités de pilotage

La validation de l'étape diagnostic s'est effectuée via un comité de pilotage élargi le 1er mars 2022.

Lors de cette réunion communes et acteurs de l'habitat ont été associés avec 34 personnes présentes.



Cette réunion avait pour objectifs :

- Partager et échanger sur les constats et enjeux issus du diagnostic
- Enrichir le travail déjà réalisé avec l'ensemble des acteurs de l'habitat et préparer la phase "Orientations"

Des observations sur le phénomène de vieillissement ont été faites avec la prise en compte du phénomène de baby-boom dans les années 2000 et le potentiel de décohabitation qui pourrait lui être dû. La décohabitation des ménages et la diminution de leur taille est également dû à un phénomène significatif de séparation des ménages. Cette tendance participe également à l'augmentation rapide des besoins en logements.

Sur l'urbanisation récente, on peut noter une densification en renouvellement urbain en cours sur Landerneau.

Le sujet maîtrise du foncier a été identifié comme un sujet important pour le prochain PLH. Il convient de s'interroger sur la maîtrise foncière dans les communes.

La production neuve en extension urbaine devra être limitée, ce qui impose de travailler en priorité sur la densification du bâti en zone déjà urbanisée. Dans ce cadre, des points de vigilance sont rappelés :

Peut-on densifier partout de la même manière ?

Veiller à la qualité résidentielle et à son acceptabilité

La présentation du projet avec les orientations et le plan d'action a été faite de manière dissociée entre les élus et acteurs de l'habitat

Un **COPIL des maires** a été organisé le 3 octobre 2023 et a permis d'ajuster les actions en fonction des retours des communes. 20 personnes étaient présentes et les DGS des communes étaient également invités. Cette réunion avait pour objectif de présenter le programme d'actions du futur PLH.

Les modifications suivantes ont été apportées :

Action 1 :	<p>Produire des plus petits logements, évolution du dispositif en proposant d'inclure les T1.</p> <p>Validation de la forme règlementaire du dispositif. Il est proposé de réécrire les règles du</p> <p>Dispositif en proposant de produire au minimum pour des opérations de 5 logements ou plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 70 % sur landerneau de T1 T2 T3 T4 - 60 % sur Daoulas de T1 T2 T3 T4 - 50 % sur le reste du territoire de T1 T2 T3 T4 <p>La répartition de la typologie se fera ensuite sous forme de négociation entre la commune et le porteur de projet.</p>
Action 2 :	<p>Rajouter la garantie des emprunts sur les logements locatifs sociaux qui n'apparait plus.</p> <p>Le volet accession à la propriété à coût abordable pourrait évoluer en fonction du Décret paru le jour même au journal officiel plaçant landerneau en zone B1. En effet, un nouveau champ des possibles est ouvert en permettant la production de Bail réel solidaire sur le territoire de Landerneau en complément du PSLA.</p>
Action 4 :	<p>Il est précisé lors des échanges, l'accompagnement en ingénierie important à mettre en place par la CAPLD afin d'assurer un appui aux communes sur le volet foncier.</p>
Action 5 :	<p>Il est proposé de maintenir le permis de diviser au choix pour les communes comme une boîte à outils.</p>
Action 8 :	<p>Concernant, la taxe d'habitation sur les logements vacants, une simulation par commune pourra être proposée afin d'identifier l'impact réel de ce dispositif.</p>
Action 9 :	<p>Pour la requalification du parc social locatif, il est demandé d'aller plus loin sur la démarche en demandant d'inscrire l'usage d'éco matériaux dans le dispositif de prime de rénovation pour le financement des bailleurs.</p>

Un COPIL Elargi a été tenu le 10 octobre 2023 avec les acteurs de l'habitat avec pour objectifs de :

- Rappeler la démarche et le calendrier
- Revenir sur le bilan de l'ancien PLH et ses actions marquantes
- Présenter les orientations et le programme d'actions

Une dizaine d'acteurs ont pu intervenir sur les points suivants :

Densités et formes urbaines	Densité et mode de construire comment faire accepter aux acheteurs les évolutions et la fin du lot libre pour des programmes en VEFA plus aboutis mais plus chers.
Rénovation du parc et évolutions législatives	Evolution du cadre opérationnel de l'OPAH à venir et de Mon accompagnateur renov. Cela pose la question de l'insécurité de ménages par rapport à des sociétés non sérieuses
Tension du marché et demandes logements locatifs sociaux	La demande en LLS est de plus en plus forte. Le public augmente car il ne trouve pas de logements sur le marché privé et il y a peu de mobilité sur le parc. Le parc privé est capté par les ménages seniors et on constate une disparition du parc locatif privé. Le passage de Landerneau en B1 va permettre de faciliter le logement locatif intermédiaire.
Point de vue	Pour les banques, constat d'une baisse de capacités d'emprunt pour les ménages. Pour les bailleurs proposer des règles simples et compréhensibles dans le PLH. Ils sont dans la gestion du stock existants voire leurs rénovations plus que dans les nouveaux programmes.
Outils	Echanges sur le permis de louer qui suppose que la collectivité aille vérifier si les logements sont éligibles. Financement complémentaire de la CAPLD sur les passoires énergétiques.

6- L'association du conseil de développement et du Panel citoyens

Le 1^{er} décembre 2023 s'est tenue une réunion de présentation du projet de PLH au conseil de développement et au panel citoyens. Pour cela plus de 100 personnes ont été conviées. Avec cette invitation, une note de synthèse du projet a été transmise. Seulement 9 personnes sont venues. Une quinzaine de personnes se sont excusées.

Les objectifs étaient de :

- Partager la démarche
- Revenir sur le diagnostic et détailler les éléments clefs du territoire
- Lister les enjeux majeurs identifiés
- Expliciter les orientations retenues comme socle pour le PLH
- Présenter les actions majeures de ce projet de PLH

Les échanges ont porté sur :

Les logements pour les publics spécifiques	<p>L'action 1.3 s'adresse à tous les publics afin de faciliter l'accueil sur le territoire. Les mesures de financement pour l'adaptation sont maintenues. Pour les jeunes, une étude est prévue afin de connaître le besoin avant de proposer des actions adaptées. Il est également prévu de mettre en place un nouveau partenariat avec AILES et le dispositif tissage.</p> <p>Il est également prévu pour le public précaire de renforcer l'action logement d'urgence en augmentant leur nombre.</p>
Marché du logement	<p>Les échanges se sont portés sur les difficultés à recruter pour certaines structures par manque de logements abordables. C'est l'ensemble des actions et dispositifs qui va essayer de faciliter le parcours résidentiel qui est aujourd'hui grippé.</p>
Foncier et renouvellement urbain :	<p>Au-delà de la zéro artificialisation nette, le volet sobriété foncière a été abordé par le prisme requalification de friche ou changement de destination des zones d'activités. Il a été également question de trouver et accompagner des investisseurs sur le territoire.</p>

Partie 4 : 1er arrêt du projet et consultations

Suite à l'arrêt du projet le 8 décembre 2023, la CAPLD a consulté les communes membres et le Pôle métropolitain du Pays de Brest en charge du SCoT conformément aux dispositions prévues dans les articles L 302-2 et R 302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation. Ces derniers ont eu 2 mois afin de rendre leurs avis.

Informations apportées en réponse aux avis des communes et du Pôle métropolitain consultés sur le projet de Programme Local de l'Habitat arrêté en date du 8 décembre 2023

Pas de remarque ou observation

Observations qui sont susceptibles d'entraîner une modification du projet (sur la forme ou le contenu des pièces du dossier : présentation du dossier, compléments ou modifications des actions, ...) lors de l'arrêté n°2

Observations qui sont susceptibles d'entraîner une modification du projet (sur le fond : changement de position voire d'enjeu retenu, ...) lors de l'arrêté n°2

COMMUNES					Principes de positionnement et de réponses proposés au Conseil de Communauté au moment de l'arrêté n° 2	validation élus
1	Daoulas	Favorable	Observations émettent les personnes publiques associées ou consultées	→	Prise en compte de l'habitat léger dans le PLH	Modification à envisager au projet
2	Dinon	Favorable	- Crainte d'une perte d'identité et d'image avec le potentiel de développement des nouveaux modes d'habitat - Soutient que le ZAN soit exprimé en surface - Soutient d'une meilleure communication à avoir sur le logement intermédiaire - Constat d'une situation figée pour les personnes âgées dépendantes au niveau des EHPAD, du maintien à domicile et des nouveaux modes d'habitat - Constat d'une réglementation très lourde en matière d'urbanisme - Regret que la résidence du Roze n'ait pas été transformée en logements	→	- Le ZAN ne peut être traité directement dans le PLH, ce n'est pas son objet. - L'axe 4 du plan d'actions met l'accent sur la communication, notamment via l'action 14 "communiquer et faire connaître les dispositifs". L'action 1 et la répartition des types de logements locaux doivent être étayés au regard des éléments détaillés dans les orientations. - La CAPLD a bien pris conscience de l'enjeu lié au vieillissement de la population et se positionne comme ingénierie au service des communes afin d'aider à la réflexion et aux choix d'intervention sur les bourgs. Ceci permettra de développer de nouvelles formes d'habitat répondant au vieillissement de la population (action 3).	Modification à envisager au projet
3	Hanvec	Favorable	- Un logement d'urgence vacant existait à l'échelle communale, il a été décidé de remettre ce logement communal peu utilisé dans le parc de location. - Soutient de connaître le positionnement de la CPALD pour accompagner les communes lors de négociation avec les bailleurs privés dans le cadre d'une offre destinée aux personnes âgées.	→	Un accompagnement de la CAPLD est prévu et proposé aux communes via de l'ingénierie (actions 3 et 12)	Pas de modification à envisager
4	Irvillac	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
5	Hôpital camfrout	Tacite favorable	-	→		Pas de modification à envisager
6	la Forest Landerneau	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
7	La Martyre	Favorable	Etonnement de la règle des 50 % de production de logements inférieurs au TS, le conseil redoute des difficultés dans son application concrète, et demande sa modification. La production de petits logements serait alors limitée à 30 % et non 50 % afin d'accueillir un maximum de familles avec enfants.	→	L'action 1 prévoit l'application de cette mesure et sa réinscription réglementaire dans le PLH. L'action concernant la production de petits logements répond à l'analyse du parc de logements composé en majeure partie de grands logements d'ores et déjà existants et à l'absence de petits logements répondant notamment aux besoins liés au vieillissement de la population et aux jeunes actifs. La production de nouveaux logements doit permettre de diversifier dans une moindre mesure l'offre de logements sur le territoire en proposant des petits logements. Aussi, il est décidé de ne pas suivre la demande de la commune. Pour autant, afin de faciliter la compréhension de cette mesure, une définition, le contexte et les enjeux seront énoncés.	Modification à envisager au projet
8	La Roche Maurice	Favorable	- Identification de la difficulté de libérer des différences offres et programmes pour la population, l'enjeu est de développer une communication claire. - accent mis sur l'importance de créer un dialogue et une gouvernance avec les acteurs publics et notamment avec les bailleurs sociaux - souhait d'encourager les réflexions sur le logement innovant de type "modèle" à faible consommation d'espace dans le cadre du maintien à domicile des seniors	→	- L'axe 4 du plan d'actions met l'accent sur la communication, notamment via l'action 14 "communiquer et faire connaître les dispositifs". - La CAPLD se positionne comme ingénierie au service des communes afin d'accompagner celle-ci dans divers partenariats dont les discussions avec les bailleurs sur leur patrimoine (actions 9 et 13). - Concernant une étude sur les modules, cela pourrait être intégré à la réflexion sur l'habitat léger et les traductions réglementaires possibles (en complément sur l'action 5).	Modification à envisager au projet
9	Landerneau	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
10	Lanneuffret	Tacite favorable	-	→		Pas de modification à envisager

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

BILAN DE LA PROCÉDURE PLH ET DE L'ENQUÊTE

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le

ID : 029-242900801-20240329-DCC2024_070-DE

11	Le Tréhou	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
12	Logonna Daoulas	Favorable	Sans observation ou remarque			Pas de modification à envisager
13	Loperhet	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
14	Pencran	Favorable	- Demande d'une information pour les projets prévus pour les seniors - souhait de la prise en compte du volet mobilité dans les projets de constructions de logements sociaux, accès facilité aux transports (bus, piste cyclable)	→		Modification à envisager au projet
15	Ploudiry	Favorable	- Interrogation sur la réglementation à mettre en place pour les logements touristiques de très courte durée (saisonnière, temporaire, jour par jour) même si le nombre de logements concernés sur la commune n'est pas significatif. - Souhait de connaître mes leviers d'actions pour les logements vacants possibles outre la mise en place d'une taxe - Demande concernant la taxe sur le logements vacants et sa possible mise en oeuvre et étude au cas par cas en fonction des points de blocage (travaux, autorisations de permis...)	→		Pas de modification à envisager
16	Pouébo	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
17	Saint Divy	Favorable	- Prise en compte de l'habitat mobile comme les tiny house			Modification à envisager au projet
18	Saint Eloy	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
19	Saint Thonan	Favorable	Echanges menés sur: - les logements sociaux relevant du 1% patronal dans un projet de bailleur social - la capacité annuelle de construction de la commune (10 logements par an) - la densité et la baisse de taille des parcelles (18 logements/ ha) - méthode d'élaboration du PLH - articulation en PLH et PLU	→		Modification à envisager au projet
20	Saint Urbain	Favorable	Les élus saluent les actions du PLH apprécient les aides à la rénovation énergétique approuvent la mise des logements proposée saluent l'effort financier de la CAPLD pour ce PLH	→		Pas de modification à envisager
21	Tréflévénez	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager
22	Trémaouézan	Favorable	Sans observation ou remarque	→		Pas de modification à envisager

POLE METROPOLITAIN DU PAYS DE BREST

AVIS	Observations émises les personnes publiques associées ou consultées	REPONSE DE LA CAPLD		MODIFICATION EN VUE DE L'APPROBATION
			→	Pas de modification à envisager

Au vu de l'analyse des avis exprimés dans les tableaux ci-dessus, les évolutions de certaines actions et pièces du dossier impliquent un 2^{ème} arrêt comme spécifié dans l'article R302-10 du CCH.

Les modifications apportées au projet sont les suivantes :

DOCUMENT CONCERNE	MODIFICATION
Programme d'actions PLH	Action 1 clarification concernant la production de petits logements en ajoutant la définition sur les typologies de logement issue de l'INSEE et en réécrivant la mesure
Programme d'actions PLH	Action 1 clarification de la répartition de la production des logements locatifs sociaux (notamment sur les proportions entre PLAI PLUS et PLS)
Programme d'actions PLH	Action 5 ajout d'une réflexion sur les nouvelles formes d'habitat léger et leurs traductions réglementaires
Bilan de l'ancien PLH	Modification d'erreurs matérielles p3 et p13 (chiffres bilan intervenants ADIL emergence citemetrie)
Bilan de la procédure PLH et de la concertation menée	Evolution du document vers un recueil procédure et bilan de la concertation
Bilan de la procédure PLH et de la concertation menée	Ajout d'une partie analyse suite à l'arrêt du projet de PLH
Bilan de la procédure PLH et de la concertation menée	Annexes complétées : délibération d'arrêt du projet, délibérations des communes ayant formulé un avis

Conclusion

Concernant la pluralité des outils de concertation, ce bilan met en valeur la co-construction avec les communes au fil des 2.5 ans d'élaboration du projet.

Les principaux enjeux retenus et orientations sont partagés et valident les 4 axes du document.

Quelques grands thèmes et préoccupations ont fait l'objet d'intervention et de remarques lors des temps forts :

- Le volet sobriété et renouvellement urbain qui a évolué pour faire l'objet d'une orientation à part entière
- Le volet parcours résidentiels et accueil de tous les publics
- Un focus particulier sur les jeunes et le vieillissement de la population
- Le développement d'une offre de logement abordable (en locatif ou en accession)
- Les nouveaux modes d'habiter et nouvelles formes urbaines
- Les attentes des communes en termes d'accompagnement
- Les habitats légers (modules, tiny house, yourte...) et traductions réglementaires

Tous les sujets sont abordés dans le programme d'actions et font l'objet de dispositifs dédiés.

Annexes

- ANNEXE 1 : Délibération DCC2021-099 de du 24 juin 2021 prescrivant l'élaboration du nouveau PLH
- ANNEXE 2 : Courrier d'invitation adressé au Panel Citoyen et Conseil de Développement
- ANNEXE 3 : Support de la réunion
- ANNEXE 4 : délibération DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029
- ANNEXE 5 : Délibérations des 20 communes ayant donné un avis sur le projet de PLH de la CAPLD 2024-2029
- ANNEXE 1 : Délibération DCC2021-099 de du 24 juin 2021 prescrivant l'élaboration du nouveau PLH

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210625-DCC2021_099-DE



CONSEIL DE COMMUNAUTE JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landemeau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Léniaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021

Délibération n°DCC2021_099

Objet	Programme Local de l'Habitat (PLH) 2015-2021 : demande de prorogation et lancement de la révision
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Service Habitat
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Rappel du contexte

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique de programmation qui détaille l'ensemble de la politique locale de l'habitat à l'échelle du territoire communautaire, pour une durée de 6 ans.

Il définit les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements pour l'ensemble des ménages à l'échelle d'un territoire, dans un objectif de renouvellement urbain, de mixité sociale, de diversité et d'équilibre de l'offre.

Le PLH actuel (2^{ème} PLH de l'EPCI) arrivant à son terme fin août 2021, une procédure conduisant à l'élaboration d'un nouveau Programme Local de l'Habitat doit être engagée.

Les différentes étapes d'élaboration du PLH

La procédure d'élaboration et d'adoption d'un programme local de l'habitat, telle que définie par le code de la construction et de l'habitation, s'organise autour de 3 grandes phases :

1°) Le lancement de la procédure d'élaboration

Il s'agit de prendre une délibération engageant la procédure d'élaboration du PLH. Cette délibération doit être notifiée aux personnes morales et à l'Etat, qui transmettra à la collectivité, dans un délai de 3 mois, un porter à connaissance.

2°) La définition et l'arrêt du projet de PLH

Cette phase consiste à définir, avec les communes membres et les acteurs-partenaires du logement à l'échelle locale, le contenu de la future politique de l'habitat à l'échelle du territoire communautaire.

3°) Les consultations et adoption définitive du PLH

Le projet de PLH adopté par la collectivité est soumis aux avis des communes membres, au représentant du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et au représentant de l'Etat.

Au regard des avis émis, le projet peut faire l'objet de modifications, avant d'être définitivement adopté par le conseil de Communauté, puis exécutoire.

Le contenu du PLH

Selon les dispositions du code de l'habitation et de la construction, le PLH contient 3 documents, donnant lieu chacun à une phase d'élaboration :

- un diagnostic et une analyse relative au fonctionnement du marché local du logement et aux conditions d'habitation,
- un document d'orientations, qui fixe les objectifs de la future politique de l'habitat à l'échelle communautaire,
- un programme d'actions thématique et territorialisé, déclinant de façon opérationnelle les objectifs définis dans le document d'orientations.

Association des personnes morales

Selon les dispositions du code de l'habitation et de la construction, la Communauté doit définir la liste des personnes morales associées à l'élaboration du programme, au-delà des 22 communes membres qui seront des partenaires de la démarche durant toute son élaboration. Il est proposé d'associer, aux différentes étapes de la construction du projet, soit au travers de réunions plénières ou de réunions

Délibération n°DCC2021_099 page 2/4

thématiques, les personnes morales suivantes (il s'agit d'une liste à minima, d'autres personnes morales pourront être associées en fonction des enjeux et thématiques travaillés) :

- l'Etat
- le Département
- la Région
- le syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (SCoT)
- les représentants des bailleurs sociaux
- les représentants de l'action sociale liée au logement (CDAS, CAF, CLIC...)
- les représentants des professionnels de l'habitat (notaires, promoteurs, constructeurs, agences immobilières...)
- les représentants des financeurs de l'habitat (ANAH, CDC, Action Logement...)
- les autres partenaires de la politique de l'habitat (ADIL, Ener'gence...)

Concertation avec les habitants et les associations locales

Le programme local de l'habitat peut faire l'objet d'une concertation associant les habitants et les associations locales. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. A l'issue de la concertation, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale en arrête le bilan, qui est joint au projet de programme local de l'habitat.

La mise en œuvre de la concertation s'effectuera dans le cadre de la consultation d'un panel citoyens tel que celui-ci s'est pratiqué dans le cadre du projet de territoire et dans le cadre du conseil de développement à l'échelle de l'EPCI.

Gouvernance

Comité de pilotage

Le PLH est adopté par le Conseil de Communauté mais celui-ci met en place, pour toute la durée de l'élaboration, un Comité de pilotage, composé des représentants élus des communes membres et de l'EPCI. C'est l'instance qui, à toutes les étapes d'élaboration du PLH, débat sur les travaux, construit une vision commune d'une politique de l'habitat et valide le diagnostic, les orientations et le programme d'actions du PLH.

Comité de pilotage élargi ou comité des partenaires

Il intervient à la fin de chacune des phases d'élaboration pour finaliser les propositions qui seront ensuite soumises au vote communautaire. Outre les représentants des communes, il réunit les acteurs et partenaires de l'habitat.

Comité de suivi

Il valide et réoriente les propositions émanant du comité technique. Il est principalement composé des élus communautaires inscrits dans la démarche du PLH. Il assure le pilotage rapproché du projet.

Comité technique

Il travaille avec l'appui de l'ingénierie dédiée au projet à l'élaboration de l'ensemble des documents construisant la future politique de l'habitat communautaire. Il est composé à minima des services de la Communauté, d'une éventuelle ingénierie extérieure, de l'élu référent en matière de PLH et toute autre personne qui pourrait venir enrichir les réflexions.

Demande de prorogation du PLH 2015-2021

La redéfinition de la politique de l'habitat à l'échelle du territoire de la Communauté au travers un 3^{ème} PLH est un travail ayant pour objectif d'adapter la politique de l'habitat de Communauté aux évolutions législatives et à la stratégie d'aménagement du territoire. Ce travail devant être partagé avec l'ensemble des communes membres et des partenaires ou acteurs du logement et de l'habitat à l'échelle locale, il apparaît pertinent et nécessaire de demander une prorogation du PLH actuel auprès du Préfet, selon les dispositions de l'article L302-4-2 du code de la construction et de l'habitation. Cette demande est établie pour une période de 2 ans, ce qui permettra de prolonger les effets du présent PLH jusqu'à l'entrée en vigueur du futur PLH.

DÉLIBÉRATION :

Délibération n°DCC2021_099 page 3/4

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210625-DCC2021_099-DE

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'élaboration d'un PLH,
 Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 7 juin 2021
 Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 1 juin 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide d'engager l'élaboration du prochain PLH de la Communauté,
Article 2 : valide les modalités d'élaboration du projet, telles que proposées,
Article 3 : sollicite l'accord du Préfet pour prolonger l'actuel PLH pour une durée de 2 ans,
Article 4 : autorise le président ou son représentant à signer les actes concourant à l'élaboration du futur PLH et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Signé par :
 Patrick Leclerc
 Date : 25/06/2021
 Qualité :
 Président-Maire

- ANNEXE 2 : Courrier d'invitation adressé au Panel Citoyen et Conseil de Développement



Le 23 novembre 2023,

Objet : Invitation réunion du Conseil de Développement et du Panel Citoyens de la CAPLD sur le Programme Local de l'Habitat

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'élaboration de son Programme Local de l'Habitat, la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas souhaite recueillir l'avis de son Conseil de développement et du Panel Citoyens, représentatifs des habitants et des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du territoire communautaire.

Document de référence pour la Communauté, le Programme Local de l'Habitat fixe les orientations dans ce domaine et définit des actions concrètes et opérationnelles qui seront réalisées dans les années à venir. Une présentation reprendra les éléments fournis avec cette invitation, partagera les orientations stratégiques retenues du projet, reprendra les actions prioritaires identifiées et leurs objectifs. Cette réunion permettra de recueillir votre avis et répondre à vos interrogations.

Aussi, afin d'appréhender collectivement ce dossier, cette réunion se tiendra le vendredi 1^{er} décembre de 18h00 à 20h00 à la Maison des Services au Public située au 59 rue de Brest à Landerneau.

Afin d'organiser ce temps d'échange dans les meilleures conditions, nous vous invitons à confirmer votre participation auprès de Alexandra LEFEBVRE par mail à l'adresse suivante : alexandra.lefebvre@capld.bzh.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick LECLERC
 Président de la Communauté



- ANNEXE 3 : Support de la réunion





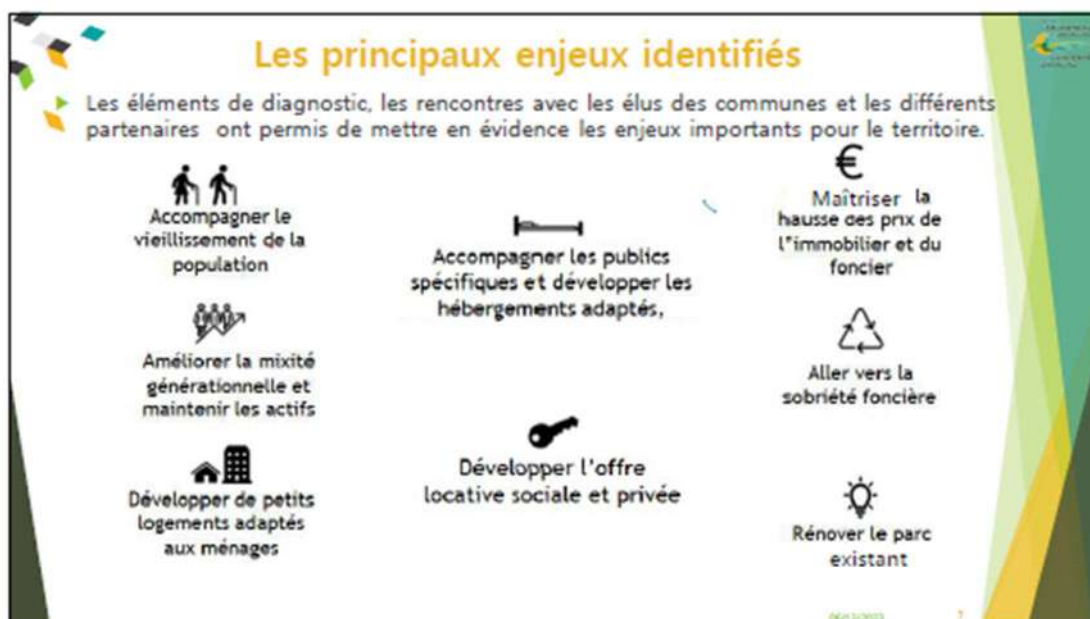
Les constats issus du diagnostic

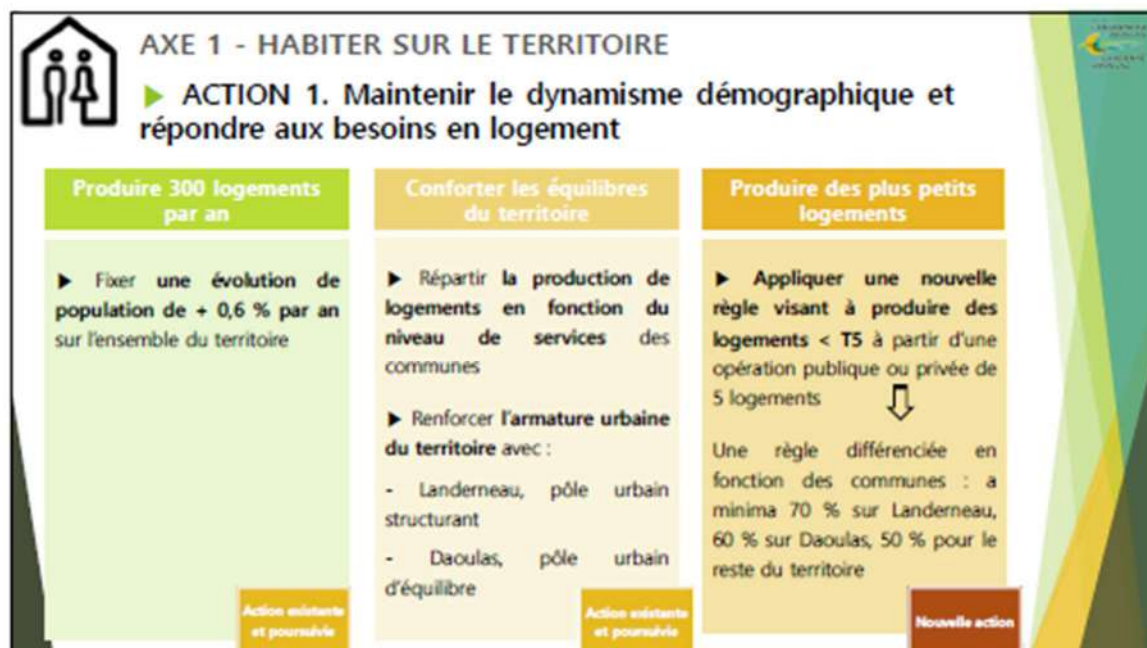
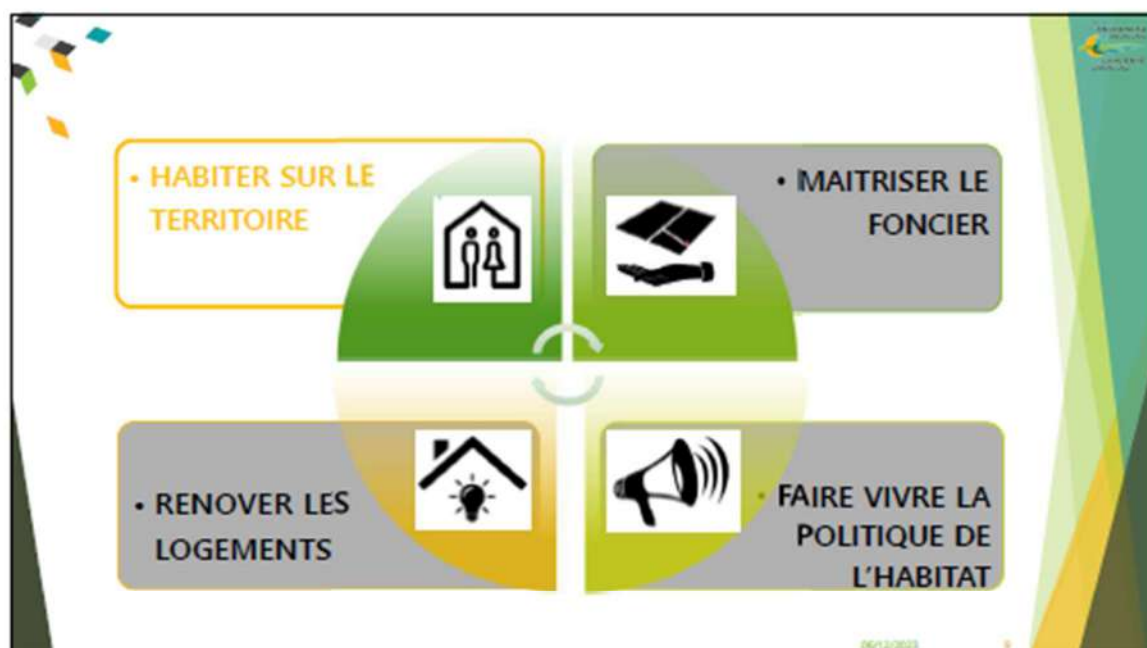
Thématique	Éléments clés
Contexte socio démographique	<ul style="list-style-type: none"> • Un territoire attractif : une dynamique résidentielle et économique structurelle à l'échelle de l'Ouest-Breton, une évolution démographique positive depuis plus de 40 ans • Vers une transformation rapide de la structure de population : un territoire relativement jeune mais dans une dynamique accélérée de vieillissement, un manque de renouvellement récent de la population, des difficultés à maintenir les jeunes en début de vie active (20-30 ans) • Un territoire au profil familial avec une tendance au rétrécissement des ménages : un attrait pour les jeunes familles, un solde naturel important mais à la baisse • Des ménages installés présentant un niveau de vie médian au-dessus des moyennes finistériennes

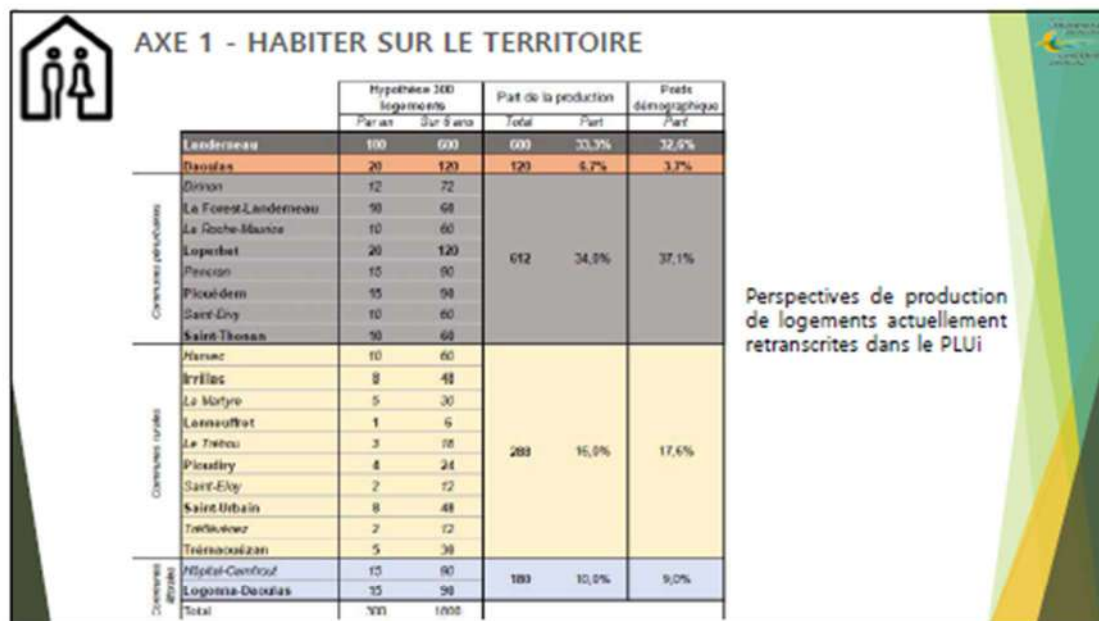
06/12/2023 4

Les constats issus du diagnostic	
Thématique	Éléments clés
Parc de logements	<ul style="list-style-type: none"> • Un parc de logements vieillissant sans être globalement très ancien : problématique de rénovation énergétique et adaptation des logements • Une offre de logement standardisée, dominée par des grandes maisons individuelles, très largement tournée vers la propriété privée laissant peu de place au locatif • Une vacance limitée mais localisée sur des points durs • Une offre sociale limitée face aux nouveaux besoins identifiés : peu de ménages fragiles installés sur le territoire mais une problématique d'accueil de ces ménages au regard de l'offre et du marché • Des dispositifs d'hébergement pour les publics "spécifiques" : plusieurs offres existantes sur le territoire mais quelques carences constatées

Les constats issus du diagnostic	
Thématique	Éléments clés
Fonctionnement du marché	<ul style="list-style-type: none"> • Une production globale de logements légèrement en deçà des objectifs territoriaux matérialisés dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLUi) • Un marché toujours tourné vers le modèle de la maison individuelle avec néanmoins une diminution de la taille des terrains à bâtir et une augmentation des prix • Une véritable tension sur le marché de la location et de l'accession à la propriété, un marché qui s'est emballé ces dernières années et des ménages de moins en moins en capacité d'accéder au marché, notamment les plus jeunes et les plus modestes • Des potentiels existants mais limités pour construire des nouveaux logements : peu de maîtrise foncière publique, intégration des contraintes de réduction de consommation foncière, d'augmentation de densité et de renouvellement urbain







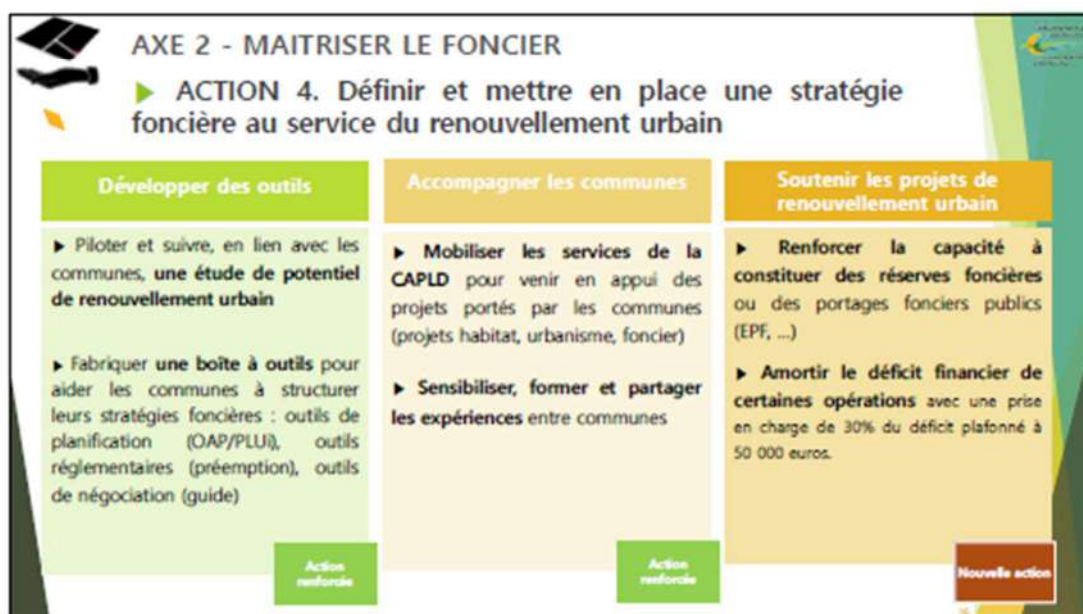
AXE 1 - HABITER SUR LE TERRITOIRE

	Total ULS	Part ULS 2015-2021	Production annuelle de logements	Hypothèse 2024-2029			Bilan total communes ULS	Taux de ULS
				Part de ULS (potentiels)	Volumen annuel	Volumen total ULS-PLH		
Communes littorales								
Landerneau	95,4%	20,0%	100	30%	30,0	100	1 500	17,5%
Daoulas	3,2%	17,0%	20	25%	5,0	30	50	8,3%
Communes péloponnaises								
Béron	3,7%	14,0%	10	10%	2,2	10	44	4,4%
Le Péniss-Landerneau	3,4%	13,0%	10	10%	1,8	10	38	4,4%
Lezard	7,3%	20,0%	20	30%	6,0	30	140	9,8%
Pancos	6,0%	10,0%	10	10%	2,7	10	70	7,3%
Plouézec	3,7%	15,0%	10	10%	2,7	10	61	4,7%
La Roche-Maurice	3,6%	13,0%	10	10%	1,8	10	37	4,7%
Saint-Divy	4,1%	12,0%	10	10%	1,8	10	37	5,3%
Saint-Thonan	5,0%	13,0%	10	10%	1,8	10	40	6,7%
Communes rurales								
Hannec	4,0%	13,0%	10	10%	1,8	10	42	4,4%
Illec	3,4%	10,0%	8	10%	0,8	8	25	3,9%
Lannouillet	0,0%	8,0%	1	5%	0,1	8	0	8,4%
La Marthe	4,0%	8,0%	5	5%	0,3	2	17	4,8%
Plouby	5,7%	8,0%	4	5%	0,2	1	22	9,7%
Saint-Divy	2,9%	8,0%	2	5%	0,1	1	4	3,2%
Saint-Urban	2,4%	10,0%	8	10%	0,8	5	20	3,8%
Trefflénez	3,0%	8,0%	2	5%	0,1	1	5	4,8%
Le Tallec	3,5%	8,0%	3	5%	0,2	1	10	3,8%
Trempoël	2,0%	8,0%	5	0%	0,3	2	6	2,4%
Communes littorales								
Hépat-Corbiat	2,7%	15,0%	10	10%	2,7	10	44	3,9%
Loprenn-Danlos	3,1%	15,0%	10	10%	2,7	10	47	4,4%
CAPLD	8,8%	19%	344	21,6%	68	384	2 336	18,3%

AXE 1 - HABITER SUR LE TERRITOIRE

► ACTION 3. Favoriser les parcours résidentiels pour tous les publics

Pour les seniors	Pour les jeunes	Pour les ménages fragiles, en précarité	Pour les gens du voyage
<ul style="list-style-type: none"> ► Produire une nouvelle offre de logements adaptés pour les seniors autonomes avec un accompagnement en ingénierie et /ou une étude ► Promouvoir l'adaptation des logements pour un maintien à domicile avec un soutien financier pour l'adaptation des logements privés ou publics 	<ul style="list-style-type: none"> ► Identifier et caractériser les besoins via une étude ► Proposer un habitat partagé intergénérationnel via un partenariat avec une association ► Mobiliser les capacités d'internat des lycées en période estivale via un conventionnement avec la Région 	<ul style="list-style-type: none"> ► Encourager et accompagner les initiatives des communes/CCAS ► Développer les logements d'insertion et l'intermédiation ► Mettre en place des outils garantissant l'accès au logement les ménages les plus fragiles : SIAO, CIL, PPGDLSID 	<ul style="list-style-type: none"> ► Poursuivre la gestion des deux aires permanentes sur Landerneau ► Participer à l'accueil des grands rassemblements à l'échelle du pays de Brest
Action renforcée	Nouvelle action	Action renforcée	Action existante et poursuivie



AXE 2 - MAITRISER LE FONCIER

► **ACTION 5. Encourager la densification et la sobriété foncière comme modèle de développement**

Rechercher la densification des opérations	Expérimenter de nouvelles formes urbaines	Encadrer les divisions de logements
<p>► Appliquer les densités minimales établies dans le PLUi et aller au-delà :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 log/ha sur Landerneau - 20 log/ha sur Daoulas - 18 log/ha sur les communes périurbaines et littorales - 15 log/ha sur les communes rurales 	<p>► Sensibiliser le grand public via un cahier de recommandations ou guide</p> <p>► Développer le conseil en urbanisme-architecture auprès des porteurs de projets ou propriétaires de foncier.</p> <p>► Valoriser et faire partager des exemples d'opérations innovantes auprès des élus</p>	<p>► Donner la possibilité aux communes d'établir le permis de diviser afin d'encadrer les divisions de logements existants</p>
Action existante et poursuivie	Nouvelle action	Nouvelle action

AXE 2 - MAITRISER LE FONCIER

► **ACTION 6. Utiliser la fiscalité comme levier pour mobiliser le foncier**

Majorer la TFPNB sur les terrains constructibles	Taxer la cession de terrains constructibles
<p>► Sensibiliser et mobiliser les communes sur les possibilités d'instaurer une majoration de la TFPNB sur les terrains constructibles</p>	<p>► Sensibiliser et mobiliser les communes sur les possibilités d'instaurer une taxe sur la cession des terrains devenus constructibles</p>
Nouvelle action	Nouvelle action



AXE 3 – RENOVER LES LOGEMENTS

► **ACTION 8. Intervenir sur la vacance**

Engager une réflexion pour taxer la vacance	Inciter à la sortie de vacance	Développer les outils
<p>► Proposer une démarche pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants (Communes-CAPLD)</p> <p>Nouvelle action</p>	<p>► Instaurer une prime pour inciter les propriétaires à remettre sur le marché les logements vacants</p> <p>Nouvelle action</p>	<p>► Développer les outils de connaissance, de gestion et de suivi du parc vacant à l'échelle du territoire</p> <p>► Développer les capacités de sensibilisation et d'information des propriétaires</p> <p>Nouvelle action</p>

21

AXE 3 – RENOVER LES LOGEMENTS

► **ACTION 9. Requalifier le parc locatif social**

Assurer la qualité énergétique du parc locatif social	Soutenir l'adaptation du parc social	Conjuguer requalification privée et offre sociale
<p>► Accompagner les bailleurs dans leur plan d'investissement patrimonial</p> <p>► Accompagner financièrement la réhabilitation des logements sociaux</p> <p>Action existante et poursuivie</p>	<p>► Maintenir une aide financière pour l'adaptation des logements en cas de réhabilitation</p> <p>Action existante et poursuivie</p>	<p>► Produire de l'offre sociale qualitative par la requalification de l'offre privée</p> <p>Nouvelle action</p>

22

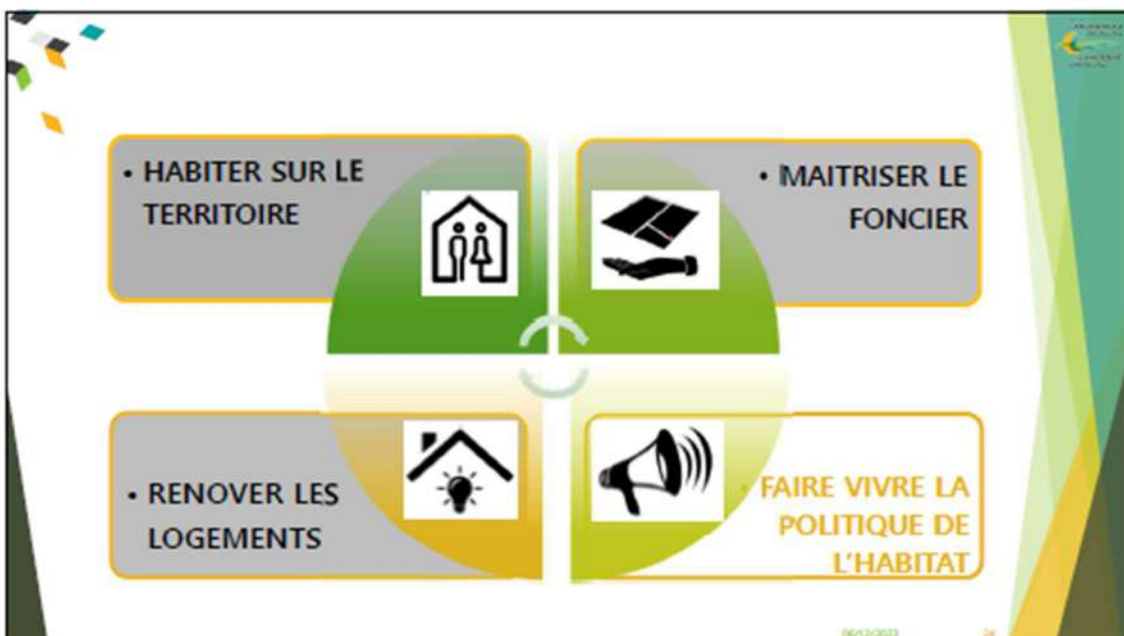
AXE 3 – RENOVER LES LOGEMENTS


► **ACTION 10. Connaître les copropriétés**

Observer le parc de copropriétés

► Affiner la connaissance du parc et de ses problématiques notamment sur les pôles urbains (OPAH-RU, observatoire)

Nouvelle action





AXE 4 - FAIRE VIVRE LA POLITIQUE DE L'HABITAT

- ▶ ACTION 11. Développer les outils pour suivre et évaluer
- ▶ ACTION 12. Renforcer les moyens d'ingénierie au service du PLH
- ▶ ACTION 13. Piloter et coordonner les politiques de l'habitat
- ▶ ACTION 14. Communiquer et faire connaître les dispositifs

Le budget prévisionnel du futur PLH

AXES	Actions	Dépenses
AXE 1	Action 1 : Maintenir le dynamisme démographique et répondre aux besoins en logement	PLUI
	Action 2 : Proposer une offre de logement abordable pour toute la population	2 391 000 €
	Action 3 : Faciliter les parcours résidentiels sur le territoire pour tous les publics	806 500 €
AXE 2	Action 4 : Définir et mettre en place une stratégie foncière avec les communes au service du renouvellement urbain	750 000 €
	Action 5 : Encourager la densification des fonciers existants et la sobriété foncière comme modèle de développement	72 000 €
	Action 6 : Utiliser le volet fiscalité comme levier incitatif pour remobiliser le foncier	-
AXE 3	Action 7 : Mobiliser et améliorer le parc privé de logements existants	2 512 500 €
	Action 8 : Intervenir sur la vacance	150 000 €
	Action 9 : Requalifier le parc locatif social	495 000 €
	Action 10 : Connaître les copropriétés	-
AXE 4	Action 11 : Développer les outils techniques pour suivre et évaluer	-
	Action 12 : Renforcer les moyens d'ingénierie au service du PLH	360 000 €
	Action 13 : Piloter et coordonner les politiques de l'habitat	114 300 €
	Action 14 : Communiquer et faire connaître les dispositifs	110 000 €
TOTAL dépenses sur la durée du PLH		7 761 300 €
1 293 550 € par an et 26,25 €/habitant		



- ANNEXE 4 : délibération DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
 Reçu en préfecture le 14/12/2023
 Publié le 14/12/2023
 ID : 029-242900801-20231211-DCC2023_196-DE



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
 BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
 TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
 CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
 ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
 THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
 DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
 LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine



Conseil de Communauté du 8 décembre 2023

Délibération n°DCC2023_196

Objet	Programme Local de l'Habitat (PLH) : 1er arrêt du projet
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Pôle Aménagement
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Par délibération en date du 24 juin 2021, le conseil de Communauté s'est engagé à élaborer un nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH).

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique construit avec toutes les communes de l'EPCI, il constitue le volet habitat du projet de territoire. Il s'agit d'un document de programmation qui définit une feuille de route partagée EPCI-communes avec un nombre de logements à produire, une typologie d'offres et des actions d'accompagnement. C'est également un document opérationnel disposant d'outils adaptés au territoire et aux besoins des populations. Le Programme Local de l'Habitat comporte un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et sur les conditions d'habitat et de logement des habitants du territoire auquel il s'applique, mais également des orientations stratégiques et un programme d'actions opérationnel.

Les travaux d'élaboration du Programme Local de l'Habitat (2024-2029) ont été menés entre juin 2021 et octobre 2023. Ils ont été conduits de manière concertée avec les communes tout au long de l'élaboration et soumis à des échanges avec les personnes morales associées, les partenaires et acteurs du logement œuvrant à l'échelle locale : l'Etat, le Département, la Région, le pôle métropolitain du Pays de Brest, les organismes HLM les associations...

La gouvernance

Afin de mener à bien les travaux, un comité technique de suivi pour préparer et piloter le projet a été constitué. Des comités de pilotage internes et élargis aux acteurs de l'habitat se sont également réunis afin de valider les étapes. Enfin, les élus à l'échelle de la CAPLD ont pu être associés au projet soit par le biais de rencontres, ateliers, séminaires ou réunions plénières.

La concertation

La Communauté avait fixé un cadre pour engager la concertation en 2021 à savoir : l'association du panel citoyens constitué pour le projet de territoire et du conseil de développement. Un bilan complet retraçant les éléments est annexé à la présente délibération.

Plusieurs rencontres ou modalités d'échanges se sont tenues pour partager le diagnostic, élaborer les orientations stratégiques et enrichir le programme d'actions :

- un comité de pilotage de lancement de la démarche le 23 septembre 2021 ;
- des questionnaires auprès de communes en octobre novembre 2021 ;
- des entretiens et rencontres auprès des acteurs en octobre 2021 ;
- des rencontres territoriales les 7 et 8 décembre 2021 sur le diagnostic ;
- un comité de pilotage élargi le 1^{er} mars 2022 sur le diagnostic ;
- des ateliers thématiques sur les orientations stratégiques et enjeux avec les communes le 18 mai 2022 et avec les partenaires les 21 juin et 7 juillet 2022 ;
- un séminaire destiné aux élu(e)s locaux le 24 juin 2023 sur les parcours résidentiels ;
- un comité de pilotage des maires le 3 octobre 2023 sur le programme d'actions ;
- un comité de pilotage élargi aux partenaires le 10 octobre 2023 pour présenter le programme d'actions du Programme Local de l'Habitat ;
- une réunion d'échanges sur le projet de PLH le 1^{er} décembre 2023 avec le conseil de développement et le panel citoyen.

Le territoire bénéficie d'un cadre de vie attractif et la Communauté d'agglomération est confrontée à une tension de ses marchés foncier et immobilier qui entraîne des difficultés d'accès au logement d'une partie des ménages et tend à renforcer les inégalités et le vieillissement de la population, ce qui n'est pas sans incidence sur la vie locale et économique. Par ailleurs, de nouveaux enjeux comme

Délibération n°DCC2023_196 page 2/5



l'accélération du vieillissement de la population sont à mieux appréhender : typologie des logements... Et enfin, des évolutions contextuelles notables sont à intégrer : changement climatique, Zéro Artificialisation Nette.

Face à ces constats, 4 grandes orientations guideront la politique locale de l'habitat pour les six prochaines années :

- Habiter sur le territoire
- Maîtriser le foncier
- Rénover les logements
- Faire vivre la politique de l'habitat

AXES	Actions	Dépenses
AXE 1	Action 1 : Maintenir le dynamisme démographique et répondre aux besoins en logement	PLUi
	Action 2 : Proposer une offre de logement abordable pour toute la population	2 391 000 €
	Action 3 : Faciliter les parcours résidentiels sur le territoire pour tous les publics	806 500 €
AXE 2	Action 4 : Définir et mettre en place une stratégie foncière avec les communes au service du renouvellement urbain	750 000 €
	Action 5 : Encourager la densification des fonciers existants et la sobriété foncière comme modèle de développement	72 000 €
	Action 6 : Utiliser le volet fiscalité comme levier incitatif pour remobiliser le foncier	-
AXE 3	Action 7 : Mobiliser et améliorer le parc privé de logements existant	2 512 500 €
	Action 8 : Intervenir sur la vacance	150 000 €
	Action 9 : Requalifier le parc locatif social	495 000 €
	Action 10 : Connaître les copropriétés	-
AXE 4	Action 11 : Développer les outils pour suivre et évaluer	-
	Action 12 : Renforcer les moyens d'ingénierie au service du PLH	360 000 €
	Action 13 : Piloter et coordonner les politiques de l'habitat	114 300 €
	Action 14 : Communiquer et faire connaître les dispositifs	110 000 €
	TOTAL dépenses sur la durée du PLH	7 761 300 €

Ces orientations sont ensuite déclinées suivant un programme comprenant 14 actions avec des moyens renforcés, afin de répondre aux problématiques identifiées. Le budget prévisionnel de dépenses pour les 6 ans est estimé à 7.7 millions d'euros.

Le projet de PLH, encadré par le Code de la Construction et de l'Habitation comprend les documents suivants :

- Un diagnostic
- Un document d'orientation
- Un programme d'actions
- Un bilan de l'ancien PLH en annexe
- Un bilan de la concertation en annexe
- Une note de synthèse.

Le processus de validation du PLH comprend deux phases :

- Une première phase lors de laquelle, le projet de PLH est soumis à l'avis des 22 communes et du Pôle métropolitain du Pays de Brest, qui disposent d'un délai de deux mois pour donner un avis. Une consultation sera également effectuée auprès du conseil de développement. Au vu des avis exprimés le conseil communautaire délibérera de nouveau.
- Une seconde phase lors de laquelle le projet de PLH est transmis à l'Etat pour avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) qui dispose d'un délai de deux mois pour se prononcer. Au vu de cet avis, le Préfet rend ensuite son avis dans un délai d'un mois.

Une délibération d'approbation du PLH sera ensuite prise par le Conseil de communauté avant transmission aux personnes morales associées.

Concernant la pluralité des outils de concertation, le bilan de la concertation annexé met en valeur la co-construction avec les communes au fil des 2.5 ans d'élaboration du projet (ateliers, réunions plénières, questionnaires, entretiens, séminaires, avec les élus les acteurs de l'habitat le conseil de développement ou le panel citoyens).

Les principaux enjeux retenus et orientations sont partagés et valident les 4 axes du document.



Quelques grands thèmes et préoccupations ont fait l'objet d'intervention et de remarques lors des temps forts :

- Le volet sobriété et renouvellement urbain qui a évolué pour faire l'objet d'une orientation à part entière
- Le volet parcours résidentiels et accueil de tous les publics
Un focus particulier sur les jeunes et le vieillissement de la population
- Le développement d'une offre de logement abordable (en locatif ou en accession)
- Les nouveaux modes d'habiter et nouvelles formes urbaines
- Les attentes des communes en termes d'accompagnement

Tous les sujets sont abordés dans le programme d'actions et font l'objet de dispositifs dédiés.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5216-5 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.302-1 et suivant et les articles R302-1 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas ;

Vu la délibération n°DCC2021-099 en date du 24 juin 2021 engageant la procédure d'élaboration d'un nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

Vu le projet de Programme Local de l'Habitat pour la période 2024-2029 joint en annexe ;

Vu la note de synthèse permettant d'explicitier les éléments majeurs du projet de PLH ;

Vu le bilan de la concertation annexé au projet et présenté ;

Considérant la nécessité de poursuivre la mise en œuvre et l'animation d'une politique de l'habitat afin d'assurer le développement d'un parc résidentiel attractif et diversifié sur le territoire mais également de permettre l'accès à tous au logement ;

Considérant que l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat est obligatoire dans les Communautés d'agglomération et qu'il comprend un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et sur les conditions d'habitat dans le territoire auquel il s'applique, un document d'orientations comprenant l'énoncé des principes et objectifs du PLH et un programme d'actions détaillé pour l'ensemble du territoire ;

Considérant que le Programme Local de l'Habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ;

Considérant que l'ensemble des modalités relatives à la concertation et à la gouvernance a été organisée et mis en place conformément à la délibération engageant la procédure en 2021. En effet, la méthode d'élaboration du projet a permis d'associer l'État, les communes et les acteurs de l'Habitat du territoire.

Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 20 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 14 novembre 2023

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 44

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article 1 : dresse et prend acte du bilan de la concertation,

Article 2 : arrête le projet de Programme Local de l'Habitat 2023-2029 et valide les documents

Délibération n°DCC2023_196 page 4/5



constitutifs tels qu'annexés à la présente délibération : le diagnostic de l'agglomération et des 22 communes, les orientations stratégiques, le programme d'actions, le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse,

Article 3 : autorise le président à transmettre le projet de PLH arrêté pour avis aux 22 communes membres ainsi qu'au pôle métropolitain du Pays de Brest qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis,

Article 4 : autorise le président ou son représentant à signer tout document permettant la mise en œuvre de ces décisions.

Signé par : Patrick
Leclerc
Date : 12/12/2023
Qualité : Président-Maire

- ANNEXE 5 : Délibérations des 20 communes ayant donné un avis sur le projet de PLH de la CAPLD 2024-2029

1	Daoulas
2	Dirinon
3	Hanvec
4	Irvillac
5	La Forest - Landerneau
6	La Martyre
7	La Roche Maurice
8	Landerneau
9	Le Tréhou
10	Logonna Daoulas
11	Loperhet
12	Pencran
13	Ploudiry
14	Plouédern
15	Saint Divy
16	Saint Eloy
17	Saint Thonan
18	Saint Urbain
19	Tréflévénez
20	Trémaouézan

1

République Française
Département FINISTERE
Commune de DAOULAS

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 029-212900435-20231218-DEL2023_6_1-DE

Référence
2023-6-1

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 18/12/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
18	17	18

Vote
A l'unanimité
Pour : 18
Contre : 0
Abstention : 0

Date de la convocation
13/12/2023

Date d'affichage
13/12/2023

L'an 2023, le 18 Décembre à 18:30, le Conseil Municipal de la Commune de Daoulas s'est réuni en mairie, 17 route de Loperhet, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur LE SAUX Jean-Luc, Maire, en session ordinaire.

Présents : Mmes : BRELIVET Sophie, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, DEMIANS Laurence, FAURE Rachel, FOEON KERVELLA Gwenaëlle, GUICHOUX Fabienne, LEVEQUE Joëlle, RENAUD Marion, TONNARD Nelly, MM : CAILLEAU François-Marie, CAILLEAU Olivier, GASTRIN Alain, GRAF Frédéric, LE SAUX Jean-Luc, MONTFORT Philippe, ROUE Bertrand, RYBSKI Philippe

LAGADEC Jean-Philippe ayant donné procuration à CAILLEAU François Marie

A été nommé secrétaire : ROUE Bertrand

Objet : PLAN LOCAL DE L'HABITAT : AVIS DE LA COMMUNE

Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et association locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article L.301-2 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programme, local de l'habitat,

Envoyé en préfecture le 19/12/2023

Reçu en préfecture le 19/12/2023

Publié le

02-1 et suivants,
ID : 029-212900435-20231218-DEL2023_6_1-DE

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n° DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément à l'articles L. 303-2 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Le conseil municipal émet les observations suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :
 - Laurence DEMIANS s'interroge sur la prise en compte de l'habitat léger pour pallier la crise du logement.
- Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLU de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour copie conforme :
En mairie, le 19/12/2023
Le Maire
Jean-Luc LE SAUX



Le Secrétaire de séance, Bertrand ROUE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Rennes (3 Contour de la Motte, 35044 Rennes), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT du FINISTÈRE

Envoyé en préfecture le 16/02/2024

Reçu en préfecture le 16/02/2024

Publié le

ID : 029-212900450-20240212-2024021201-DE

COMMUNE DE DIRINON

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-quatre, le douze février, à vingt heures, le Conseil Municipal de DIRINON, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Guillaume BODENEZ, Maire.

Nombre de conseillers	
En exercice	19
Présents	18
Votants	19

N° Délibération : 2024021201

Date de convocation : 06/02/2024

Date d'affichage : 15/02/2024

Étaient présents à l'ouverture de la séance : BODENEZ Guillaume, DEROZE-SIMERAY Aline, BOUHIER Brigitte, PEDEN Maël, PAYET Frédéric, BRIAND Marina, BRUNEAU Marine, COLIN Anne, EMILY Jacques, FLOCH Nicolas, GOBRY Lionel, GUILLOU Jacques, LAUER Mickaël, LE FELL Arnaud, MEVEL Stéphanie, ORCIL Gwénaëlle, PRÖNNICKE Petra, SALIOU Dominique.

Absents : Edwige TOUZE

Pouvoirs : Edwige TOUZE à Mickaël LAUER

Secrétaire de séance : Aline DEROZE-SIMERAY

E-0-5- C.A.P.L.D. Avis du conseil municipal de Dirinon sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté**1. Le contexte**

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communautés d'agglomération exercent de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programmes, local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre et celui du Maire, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet. Le conseil municipal émet les observations/remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

- Mr Mickaël LAUER, conseiller municipal, craint une perte d'image et d'identité de la commune avec le potentiel développement des nouveaux modes d'habitat.
- Mr Jacques GUILLOU, conseiller municipal, souhaite que le ZAN soit exprimé en surface.
- Mr Dominique SALIOU, conseiller municipal, intervient sur deux problématiques : le logement intermédiaire pour lequel il souhaite une meilleure communication auprès des élus et du grand public, et les personnes âgées dépendantes pour lesquelles il déplore une situation figée au niveau des EHPAD, du maintien à domicile et des nouveaux modes d'habitat.
- Mr le Maire ajoute que la réglementation en matière d'urbanisme est lourde et que pour une simple modification de zonage, il a fallu plusieurs années.
- Mme Gwénaëlle ORCIL, conseillère municipale, déplore que la résidence du Rozic n'ait pas été transformée en logements.

Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 15 voix pour et 4 abstentions (Mmes Marine BRUNEAU et Edwige TOUZE, Messieurs Dominique SALIOU et Mickaël LAUER), émet un avis favorable au projet de PLU de la CCPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Maire,
Guillaume BODENEZ



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL D'HANVEC

Nombre de membres : L'an deux mil vingt-quatre
En exercice 19 Le 13 février à dix-huit heures trente minutes,
Présents 14 le Conseil municipal de la commune d'HANVEC - 29460 -, légalement convoqué,
Votants 19 s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence d'Yves CYRILLE, le Maire.
Date de convocation : 6 février 2024

PRÉSENTS : Yves CYRILLE, Isabelle TANNE, Alain LE BORGNE, Fabienne GRANDJEAN, Marta L'HUILLIER, Gilbert KEROMNES, Marie-Françoise MARHIC, Jean-Christophe TOMAS, Jérôme DUBRAY, Stéphanie LE HIR, Emma GUILLOU, CROGUENOC Betty, Philippe ARNAUD, Thibaud LELOUP

ABSENTS EXCUSÉS : Jean-Luc FLOCH pouvoir donné à Marie-Françoise MARHIC, Olivier LE VOURCH pouvoir donné à, Gilbert KEROMNES, Mélanie THOMIN pouvoir donné à Marta L'HUILLIER, Damien ILY pouvoir donné à Jean-Christophe TOMAS, Corinne CHARDOT pouvoir donné à Thibaud LELOUP.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Philippe ARNAUD a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées. Il est aidé dans cette fonction par Aurore KLEIN-CONIS, Directrice générale des Services.

DEL 2024-01 : Elaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) - Avis du Conseil Municipal de la commune de Hanvec sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

Monsieur Michel Corre, vice-président de la CPALD en charge de l'Ingénierie territoriale et mutualisations, a été sollicité par Monsieur Yves CYRILLE, afin de présenter aux membres du Conseil Municipal le PLH.

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche. Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic,
- Le document d'orientation,
- Le programme d'actions,
- Les annexes : Le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse.

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal avant la séance.

Envoyé en préfecture le 20/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le

ID : 029-212900781-20240213-RH202401-DE

Après avoir entendu les exposés du Maire, et du représentant de la CPALD et avoir pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.
- Il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH de la CAPLD suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2, arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat, Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants, Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas, Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH, Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029, Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté, Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH Considérant le projet de PLH,

Le conseil municipal :

ARTICLE 1 : Émet les observations/remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

- Concernant les logements d'urgence, les élus d'Hanvec signalent que la commune avait un logement vacant qui n'était pas utilisé. Au vu des nombreuses demandes de logement, il a été décidé de remettre ce logement dans le parc de location. C'était un non-sens que ce logement ne soit pas occupé alors que par ailleurs la demande de logement pérenne était forte. Par ailleurs, il est important de rappeler que les assurances prennent le relai lorsqu'il s'agit de reloger les habitants lorsqu'il y a eu un gros aléa sur une habitation.
- Les élus souhaitent savoir si la CAPLD sera un soutien dans une démarche globale de négociation avec les bailleurs privés notamment dans le cadre de l'offre d'habitat destiné aux personnes âgées.

ARTICLE 2 : Acte le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

ARTICLE 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

À Hanvec, le 13 février 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le Maire,
Yves CYRILLE



Le secrétaire de séance
Philippe ARNAUD



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE
CANTON DE PONT-DE-BUIS LES QUIMERC'H
MAIRIE D'IRVILLAC - 29460

Envoyé en préfecture le 16/02/2024

Reçu en préfecture le 16/02/2024

Publié le

ID : 029-212900864-20240215-202413-DE

Conseil Municipal du 15 février 2024

Délibération n°2024/13

12 - Avis sur l'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2024-2029.

Nombre de conseillers en exercice : 15

Présents : 12

Votants : 13

L'an deux mille vingt-quatre, le 15 février, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune d'Irvillac, dument convoqué le 08 février 2024, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la Présidence de Monsieur Jean-Noël LE GALL, Maire.

PRÉSENTS : Monsieur LE GALL Jean-Noël, Maire.

Monsieur KERDONCUFF Guy, Madame LECANON Valérie, Monsieur BRUNET François, Madame LE CANN Yvonne, adjoints au Maire.

Madame KERVERN Laurence, Madame GOASGUEN Marie-Catherine, Monsieur MONBEL Yann, conseillers délégués.

Monsieur JACQ Laurent, Madame GODOC Morgane, Monsieur LE GOFF Yann, Monsieur MALLEJAC Florian, Madame SCIOU Anaïs.

ABSENTS EXCUSÉS : Madame BUTEL Ketty donne pouvoir à Madame LECANON Valérie, Monsieur MALLEJAC Florian, Monsieur GAUTARD Stéphane.

SECRÉTAIRE : Monsieur Le Maire propose d'élire un secrétaire de séance. Madame SCIOU Anaïs est désignée secrétaire à l'unanimité.

Elaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH)

→ Avis du conseil municipal de la commune d'Irvillac sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

EXPOSE DES MOTIFS**1. Le contexte**

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE
CANTON DE PONT-DE-BUIS LES QUIMERC'H
MAIRIE D'IRVILLAC - 29460

Envoyé en préfecture le 16/02/2024

Reçu en préfecture le 16/02/2024

Publié le

ID : 029-212900864-20240215-202413-DE

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés du Maire, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.
Le conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour extrait certifié conforme au registre,

À Irvillac, le 16 février 2024.

Le Maire,

Jean-Noël LE GALL.





Envoyé en préfecture le 22/12/2023
Reçu en préfecture le 22/12/2023
Publié le
ID : 029-212900567-20231218-2023_18_12_58-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du lundi 18 décembre 2023

Nombre de conseillers municipaux afférents au Conseil Municipal : 19
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19
Nombre de conseillers municipaux ayant pris part à la délibération : 19

Par suite d'une convocation en date du 12 décembre 2023, les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de la Forest-Landerneau se sont réunis à la Mairie en séance publique le lundi 18 décembre 2023 à 20 heures, sous la Présidence de Monsieur ROULLEAUX David, Maire.

Etaient présents :

David ROULLEAUX – Pauline BENOIT – Erwan GALERON - Marilyne BENOIT – Olivier BESCOND - Catherine VELGHE – Thierry ROUDAUT - Anne DUMESNIL - Nathalie ROULLEAUX - Steven LE CAHAREC – Maria COSTA – Angélique NICOLAS - Christophe TIRILLY - Christelle DU BOURG – Fabrice BERGERE - Roland PORHEL – Bénédicte QUELENNEC - Jean-Christophe LUNVEN.

Absents excusés ayant donné procuration :

Pascal MELLAZA, procuration à Christelle DU BOURG

Pauline BENOIT est nommée secrétaire de Séance.

DEL2023_18_12_58

Envoyé en préfecture le 22/12/2023

Reçu en préfecture le 22/12/2023

Publié le

ID : 029-212900567-20231218-2023_18_12_58-DE

ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL
SUR LE PROJET DE PLH SUITE A L'ARRET N°1 EN CONSEIL D'AGGLOMERATION

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du Conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au Conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communautés d'agglomération exercent de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programmes, locaux de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de M. Patrick LECLERC, Président de la CAPLD et ceux de M. David ROULLEAUX, Maire de la Forest-Landerneau, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au Conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le Conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023

- il est demandé l'avis du Conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Décision du Conseil Municipal :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLUi de la CAPLD arrêté en conseil d'agglomération le 8 décembre 2023.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal de la Commune de la Forest-Landerneau

Fait à La Forest-Landerneau,
Le 19 décembre 2023.
Pour copie conforme
Le Maire
David ROULLEAUX



Les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur affichage en mairie ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. Recours pour excès de pouvoir : toute personne physique ou morale se sentant lésée par un acte mentionné aux articles L. 2131-2 et L. 2131-3 du code général des collectivités territoriales dispose d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire pour demander au Tribunal administratif ou au représentant de l'Etat dans le département la mise en œuvre de la procédure.

D.R

REPUBLIQUE FRANCAISE	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS	Envoyé en préfecture le 05/02/2024										
DEPARTEMENT FINISTERE	CONSEIL MUNICIPAL	Reçu en préfecture le 05/02/2024										
	de la commune de	Publié le										
	LA MARTYRE	ID : 029-212901441-20240129-20240129001-DE										
NOMBRE DE MEMBRES	Séance du 29 janvier 2024											
<table border="1"><tr><td>Membres en exercice</td><td>11</td></tr><tr><td>Membres présents</td><td>09</td></tr><tr><td>Absents</td><td>2</td></tr><tr><td>Procurations</td><td>2</td></tr><tr><td>Votants</td><td>11</td></tr></table>	Membres en exercice	11	Membres présents	09	Absents	2	Procurations	2	Votants	11	<p><i>L'an deux mil vingt-quatre, le lundi 29 janvier à 20 heures 00, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie, sous la présidence de Madame Chantal SOUDON, Maire.</i></p> <p>Présents : Chantal SOUDON, Jacqueline TOURBOT, Roland LE TOULLEC, Charles BOIS, Rémy JESTIN, Stéphanie JONCOUR, Arihinatou KABA, Pascal PERENNOU, Marie POULIQUEN.</p> <p>Absents avec pouvoir : Pompilia STOIAN (pouvoir à Stéphanie JONCOUR) Thierry PERRONNO (pouvoir à Roland LE TOULLEC)</p> <p>Secrétaire de séance : Marie POULIQUEN</p>	
Membres en exercice	11											
Membres présents	09											
Absents	2											
Procurations	2											
Votants	11											
<table border="1"><tr><td>Date de convocation</td><td>23/01/24</td></tr><tr><td>Date d'affichage</td><td>23/01/24</td></tr></table>	Date de convocation	23/01/24	Date d'affichage	23/01/24								
Date de convocation	23/01/24											
Date d'affichage	23/01/24											
OBJET DE LA DELIBERATION												
N° 2024 / 01												

Elaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH)

→ Avis du conseil municipal de la commune de LA MARTYRE sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal avant la séance.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant sur la révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel CORRE, vice-président en charge du dossier et Alexandra LEFEBVRE, responsable du dossier à la CAPLD et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

Le conseil municipal émet les observations suivantes :

Le Conseil s'étonne de la règle des 50 % maximum de production de logements supérieurs à T5 lors des projets d'aménagement de plus de 5 logements et redoute des difficultés dans son application concrète.

Jugeant cette règle excessive, il préconise de passer ce ratio à un plafond de 70 % de logements supérieurs à T5, afin de pouvoir accueillir le maximum de familles avec enfants.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023, avec les observations énoncées ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Le Maire,



COMMUNE DE LA ROCHE-MAURICE
Département du Finistère

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 15 FÉVRIER 2024

L'an Deux Mille vingt-quatre, le quinze février à dix-huit heures trente les membres du conseil municipal de la commune de La Roche-Maurice se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, au nombre prescrit par la loi sous la présidence de M. Lénac Blandin, Maire, convoqués vendredi neuf février deux mille vingt-quatre conformément aux dispositions de l'article L. 2121-11 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Membres convoqués : Lénac BLANDIN, Jean-François PERROT, Emmanuelle APPERE, Serge MILET, Benoît CHELVEDER, Vincent LE VIOL, Yveline BODILIS, Claire BURGAUD, Elodie CORNEC, Rodolphe GAGNEPAIN, Stéphane GUEVEL, Eléonore LE GUEN, Johan TOUVRON,

Absents excusés ayant donné procuration :
Rachel SEHEDIC (donnée à Serge MILET)
Josiane LE BIHAN (donnée à Benoît CHELVEDER)

Secrétaire de séance : Vincent LE VIOL

Membres du Conseil : 15
Présents : 13
Ont pris part à la délibération : 15
Pour : 15 Contre : 0
Abstention : 0
Date de Convocation : 9 février 2024

DEL 01-2024 : Avis sur le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2024-2029 de la CAPLD

Éléments de contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD) est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic,
- Le document d'orientation,
- Le programme d'actions,
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal et laissés en consultation en mairie avant la séance.

Sur la base de ces documents :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Monsieur Michel Corre et de Monsieur le Maire, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet,
- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

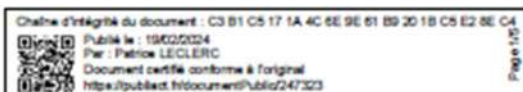
Le conseil municipal émet les remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

- Les élus relèvent la difficulté de visibilité des différentes offres et programmes pour la population et l'enjeu déterminant de développer une communication claire auprès des administrés,
- Les élus soulignent l'importance de la démarche de la CAPLD de créer un dialogue et une gouvernance des acteurs publics avec les bailleurs sociaux sur la qualité des logements sociaux, notamment sur le plan énergétique,
- Le Conseil souhaite encourager le développement des logements innovants, de type « module », à faible consommation d'espace et d'implantation simple qui peuvent s'ajouter à l'existant notamment dans le cadre du maintien à domicile des seniors.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.



Pour extrait conforme,
Maire, Lénaïc BLANDIN

**VILLE DE LANDERNEAU****SÉANCE DU JEUDI 15 FÉVRIER 2024**

Nombre de conseillers
En exercice : 33
Présents : 24
Votants : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze février à 18:00, Le Conseil Municipal de la Commune de Landerneau dûment convoqué en conformité de la Loi du 5 avril 1884, le 09/02/2024, s'est réuni à l'hôtel de Ville, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Patrick LECLERC, Maire, pour la tenue de la séance de ce jour.

PRÉSENTS :

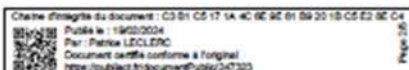
M. Patrick LECLERC, M. Michel RIOU, Mme Gwénaëlle DALIS-ABGRALL, M. Jean-Jacques BONIZ, Mme Odile YVINEC, M. Erwan LE BRONNEC, M. Yvon BOTHOREL, M. Roger MEROUR, M. Jean-Bernard FLOCH, Monsieur Ronan LERAY, Mme Elisabeth OMNES, M. Serge LE ROUX, Madame Véronique PELLETEUR, M. Frédéric KERLAN, M. Philippe FOREST, M. Frédéric TREBAOL, Mme Emilie HALL, M. Olivier CHARLERY, M. Yohann QUEFFÉLEC, Mme Colyne ORCIL, M. Jean-François BODILIS, Mme Tiphaine LETEURE, M. Jean-Paul JAOUEN, Mme Karine CORNILY

EXCUSES AYANT DONNÉ MANDAT :

Mme Anne TANGUY donne mandat à MME Odile YVINEC, Mme Viviane BERVAS donne mandat à MME Gwénaëlle DALIS-ABGRALL, M. Ludovic APPELGHEM donne mandat à M. Erwan LE BRONNEC, Mme Marie-France TRMAL donne mandat à M. Michel RIOU, Mme Véronique SOUN donne mandat à M. Roger MEROUR, Mme Marie-Laure LE GUEN donne mandat à M. Yvon BOTHOREL, Mme Céline ETESSE donne mandat à M. Frédéric TREBAOL, Madame Catherine LOTHOU donne mandat à M. Philippe FOREST, Mme Alexandra GUILLORÉ donne mandat à M. Patrick LECLERC

ABSENTS NON REPRÉSENTÉS :

M. Frédéric TREBAOL nommé Secrétaire de Séance prend place au bureau en cette qualité.



Envoyé en préfecture le 19/02/2024
 Reçu en préfecture le 19/02/2024
 Publié le
 ID : 029-212901037-20240216-DEL2024_030-DE

Délibération N° DEL2024_020

8 : AMÉNAGEMENT ET SERVICE URBAINS, ENVIRONNEMENT

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - AVIS SUR L'ARRÊT N° 1 DU DOCUMENT

M. Erwan LE BRONNEC donne lecture du rapport suivant :

1. Le PLH

Élaboré pour 6 ans, le PLH est un document cadre et stratégique déclinant les réponses locales à apporter aux préoccupations des habitants en matière de logement. C'est également une feuille de route de la politique intercommunale en matière d'habitat et un mode d'emploi pour les actions et les moyens à mettre en place pour répondre aux besoins du territoire.

Il est composé :

- D'un **diagnostic** qui identifie les caractéristiques et enjeux du territoire dans les champs de l'habitat et du logement
- D'un **document d'orientation** qui détermine les objectifs de la politique de logements
- D'un **programme d'actions** qui détaille les dispositifs de manière opérationnelle

Le diagnostic a permis de dresser un constat de la situation du territoire, résumé ci-dessous :

Contexte socio-démographique

- Un territoire attractif : une dynamique résidentielle et économique structurelle à l'échelle de l'Ouest-Breton, une évolution démographique positive depuis plus de 40 ans
- Vers une transformation rapide de la structure de population : un territoire relativement jeune mais dans une dynamique accélérée de vieillissement, un manque de renouvellement récent de la population, des difficultés à maintenir les jeunes en début de vie active (20-30 ans)
- Un territoire au profil familial avec une tendance au rétrécissement des ménages : un attrait pour les jeunes familles, un solde naturel important mais à la baisse
- Des ménages installés présentant un niveau de vie médian au-dessus des moyennes finistériennes

Parc de logements

- Un parc de logements vieillissant sans être globalement très ancien : problématique de rénovation énergétique et adaptation des logements;
- Une offre de logement standardisée, dominée par des grandes maisons individuelles, très largement tournée vers la propriété privée laissant peu de place au locatif;
- Une vacance limitée mais localisée sur des points durs;
- Une faible présence de copropriétés potentiellement fragiles;
- Une offre sociale limitée face à des besoins identifiés comme modérés : peu de ménages fragiles installés sur le territoire mais une problématique d'accueil de ces ménages au regard de l'offre et du marché;
- Des dispositifs d'hébergement pour les publics "spécifiques" : plusieurs offres existantes sur le territoire mais quelques carences constatées.

Fonctionnement du marché

- Une production globale de logements légèrement en deçà des objectifs territoriaux matérialisés dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLUi)
- Un marché toujours tourné vers le modèle de la maison individuelle avec néanmoins une



Envoyé en préfecture le 19/02/2024
 Reçu en préfecture le 19/02/2024
 Publié le
 ID : 029-212901037-20240216-DEL2024_020-DE

- diminution de la taille des terrains à bâtir et une augmentation des prix
- Une production d'appartements concentrés sur Landemeau avec des prix assez élevés
- Une véritable tension sur le marché de la location et de l'accession à la propriété, un marché qui s'est emballé sur ces derniers mois et des ménages de moins en moins en capacité d'accéder au marché, notamment les plus jeunes et les plus modestes.
- Des potentiels existants mais limités pour construire des nouveaux logements : peu de maîtrise foncière publique, un coupable intelligent à réaliser entre une offre en extension urbaine (zone AU) et en densification - renouvellement urbain (zone U).

Suite à ce diagnostic, un document d'orientation a été réalisé et axe le programme sur 4 orientations stratégiques :

- Habiter sur le territoire
- Maîtriser le foncier
- Rénover les logements
- Faire vivre la politique de l'habitat

Les moyens apportés pour répondre à ces objectifs sont définis par 14 actions listées ci-dessous et développées en annexe :

- Maintenir le dynamisme démographique et répondre aux besoins en logements
- Proposer une offre de logement abordable pour toute la population
- Faciliter les parcours résidentiels sur le territoire pour tous les publics
- Définir et mettre en place une stratégie foncière avec les communes au service du renouvellement urbain
- Encourager la densification des fonciers existants et la sobriété foncière comme modèle de développement
- Utiliser le volet fiscalité comme levier incitatif pour remobiliser le foncier
- Mobiliser et améliorer le parc privé de logements existants
- Intervenir sur la vacance
- Requalifier le parc locatif social
- Observer le parc de copropriétés
- Développer les outils pour suivre et évaluer
- Renforcer les moyens d'ingénierie au service du PLH
- Piloter et coordonner les politiques de l'habitat
- Communiquer et faire connaître les dispositifs

2. Le contexte réglementaire

La Communauté d'agglomération du Pays de Landemeau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

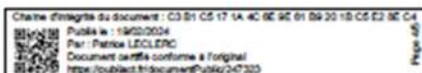
L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

3. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal portera sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic



Envoyé en préfecture le 19/02/2024
 Reçu en préfecture le 19/02/2024
 Publié le
 ID : 029-212901037-20240216-DEL2024_020-DE

- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de la concertation la note de synthèse...

Ces documents devront être transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal ou laissés en consultation en mairie avant la séance (l'un ou l'autre, à adapter en fonction de votre choix).

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5216-5 ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.302-1 et suivant et les articles R302-1 et suivants ;
Vu l'article R.302-9 du Code de la Construction et de l'Habitat,
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas ;
Vu la délibération communautaire n°DCC2021-099 en date du 24 juin 2021 engageant la procédure d'élaboration d'un nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
Vu le projet de Programme Local de l'Habitat pour la période 2024-2029 joint en annexe ;
Vu la note de synthèse permettant d'explicitier les éléments majeurs du projet de PLH ;
Vu le bilan de la concertation annexé au projet ;
Vu la délibération communautaire n°DCC2023_196 du 8 décembre 2023 correspondant à l'arrêt n°1 du PLH.

Considérant la nécessité de poursuivre la mise en oeuvre et l'animation d'une politique de l'habitat afin d'assurer le développement d'un parc résidentiel attractif et diversifié sur le territoire mais également de permettre l'accès à tous au logement ;
Considérant que l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat est obligatoire dans les Communautés d'agglomération et qu'il comprend un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et sur les conditions d'habitat dans le territoire auquel il s'applique, un document d'orientations comprenant l'énoncé des principes et objectifs du PLH et un programme d'actions détaillé pour l'ensemble du territoire ;
Considérant que le Programme Local de l'Habitat définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ;
Considérant que l'ensemble des modalités relatives à la concertation et à la gouvernance a été organisée et mis en place conformément à la délibération engageant la procédure en 2021. En effet, la méthode d'élaboration du projet a permis d'associer l'État, les communes et les acteurs de l'Habitat du territoire.

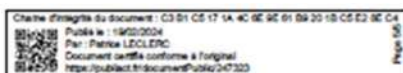
Le Conseil Municipal est invité à :

1. Émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
2. Émettre un avis favorable sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

A reçu un avis favorable en Commission Aménagement et Développement du 07/02/2024

Décision du Conseil municipal

Pour : 29



Envoyé en préfecture le 19/02/2024
Reçu en préfecture le 19/02/2024
Publié le
ID : 029-212901037-20240216-DEL2024_020-DE

Abstention(s) : 4

M. Jean-François BODILIS, Mme Tiphaine LETEURE, M. Jean-Paul JAOUEN, Mme Karine CORNILY

Fait à Landerneau, le 15/02/24

Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P. Leclerc', written over a horizontal line.

Patrick LECLERC

Les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur affichage en mairie ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. Recours pour excès de pouvoir : toute personne physique ou morale se sentant lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3 du code général des collectivités territoriales dispose d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire pour demander au Tribunal administratif ou au représentant de l'État dans le département la mise en œuvre de la procédure.



Délibéra

du conseil municipal

Séance du 15 janvier 2024

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
13	9	12

L'an 2024, le 15 janvier 2024 à 18h45, le Conseil Municipal de la Commune de LE TREHOU s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur CANN Joël, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et la note explicative ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 10 janvier 2024. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 janvier 2024.

Présents : BARON Jacques, AUVRET Stéphane, CANN Arnaud, PHILIP Laurence, CANN Joël, DELAUNAY René, LEVIELLE Bruno, PERES Valérie, Jean-Marie KEROAS

Absents : Laurent GAZET

Excusé(s) ayant donné procuration : LE BOT Fanny à CANN Joël; MILIN Emma à PERES Valérie ; YVINEC Yann à PHILIP Laurence

A été nommé(e) secrétaire : BARON Jacques

2024-02 Avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été laissés en consultation en mairie avant la séance.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

Envoyé en préfecture le 20/01/2024
 Reçu en préfecture le 22/01/2024
 Publié le
 ID : 029-212902911-20210116-2021_02-DE

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programme, local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre et ceux du Maire, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.
Le conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLUI de la CCPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Extrait conforme au registre,

Joël CANN, Maire



10

Envoyé en préfecture le 07/02/2024

Reçu en préfecture le 07/02/2024

Publié le

ID : 029-212901375-20240131-DCM202401-DE

Nombre de conseillers	L'an deux mille vingt-quatre, le 31 janvier, à dix-huit heures trente, le Conseil municipal de la commune de LOGONNA-DAOULAS, dûment convoqué s'est réuni en Mairie, sous la présidence de Fabrice FERRE, Maire. Date de convocation du conseil municipal : 19 janvier 2024
- en exercice : 19	
- présents : 17	
- votants : 19	Présents : Fabrice FERRE, Séverine QUILLEVERE, Margaux LEFEUVRE, Yves GUIGNOT, André POSTEC, Gilles CALVEZ, Nadège GUILLIER, Marc Antoine DERENNE, Michel LE BRAS, Josiane LE MOIGNE, Sophie DENIS, Dany SEZNEC, André KERAUTRET, Jean-Luc CARIOU, Marie-Hélène MEVEL, Frédérique DAVID, Françoise DAUTREME
	Excusés avec procuration : Franck DEHARBE donne procuration à Fabrice FERRE, Sylvie PETEAU donne procuration à Gilles CALVEZ, Secrétaire de séance : Marie Hélène MEVEL

ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) **AVIS SUR LE PROJET DE PLH SUITE A L'ARRET N° 1 EN CONSEIL** **DE COMMUNAUTE (DCM202401)**

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet

Envoyé en préfecture le 07/02/2024

Reçu en préfecture le 07/02/2024

Publié le

ID : 029-212901375-20240131-DCM202401-DE

Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre, vice-président de la communauté d'agglomération, pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023

Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **EMET** un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour extrait conforme à la délibération
en date du 31 janvier 2024,

Le Maire,

Fabrice FERRE



11



Envoyé en préfecture le 30/01/2024

Reçu en préfecture le 30/01/2024

Publié le

ID : 029-212901409-20240129-D2024003-DE

Extrait du registre des délibérations du CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 janvier 2024

N° D/2024/03

Nombre de Conseillers		Date de Convocation :
Afférents au Conseil Municipal	27	22 janvier 2024
En Exercice	27	
Présents	20	
Absents	7	
Exclus	0	
Votants	27	

L'an deux mille vingt-quatre le 29 janvier, à 21 heures 45, le conseil municipal de la commune, composé de 27 membres en exercice et dûment convoqué, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame GODET, maire.

	Présent.e	Absent.e Excusé.e	Absent.e	Pouvoir à / Divers
Mme GODET Nathalie, Maire	X			
M. LE GALL Mickael, adjoint	x			
Mme LE BOT Pascale, Adjointe		X		M. GUILLERME-HILY Joël
M. SALAUN Bruno, Adjoint	X			
Mme. KERBIRIOU Delphine, Adjointe	X			
M. GUILLERME-HILY Joël, Adjoint	X			
Mme JEZEQUEL Marie-Hélène, Adjointe	X			
M. BOSSER Christian, Conseiller Municipal	X			
Mme. GUENGANT Catherine, Conseiller Municipal	X			
M. DROFF Vincent, Conseiller Municipal		X		Mme JEZEQUEL Marie-Hélène
Mme LE BRIS Sylvie, Conseillère Municipale	X			
M. KERVELLA Yann, Conseiller Municipal		X		Mme. KERBIRIOU Delphine
Mme KERNIVINEN Beatrice, Conseillère Municipale	X			
M. GELEBART Guy, Conseiller Municipal	X			
Mme SIMON Anne, Conseillère Municipale	X			
M. GOASDUFF Loïc, Conseiller Municipal		X		Mme GODET Nathalie, Maire
Mme GATEL Fabienne, Conseillère Municipale	X			
M. ANDRE Joël, Conseiller Municipal	X			
Mme MALLEJAC Marie-Thérèse, Conseillère Municipale	X			
M. BECOT Olivier, Conseiller Municipal	X			
Mme PERROT Christelle, Conseillère Municipale	X			
Mme. LENUE Françoise, Conseillère Municipale		X		Mme HAMON Christelle
M. DORIVAL Didier, Conseiller Municipal		X		M. CARIOU Gilbert
Mme HAMON Christelle, Conseillère Municipale				
M. BOROWCZYK Jérôme, Conseiller Municipal		X		Mme DENANCÉ Sylvie
Mme DENANCÉ Sylvie, Conseillère Municipale	X			
M. CARIOU Gilbert, Conseiller Municipal	X			

Secrétaire de séance : M. GUILLERME-HILY Joël

COMMUNE DE LOPERHET -

Voies et délais de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes sis 3 contour de la Motte CS 44416- 35044 Rennes, dans un délai de 2 mois dès que celle-ci a acquis le caractère exécutoire, c'est-à-dire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage ou à sa notification, ainsi que, s'il y a lieu, à sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Page 1 sur 3



Envoyé en préfecture le 30/01/2024

Reçu en préfecture le 30/01/2024

Publié le

ID : 029-212901409-20240129-D2024003-DE

**Objet : Institutions et vie politique – Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas
– Programme Local de l'Habitat (PLH)
N° 5/7**

Préambule :

1. La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal ou laisser en consultation en mairie avant la séance (l'un ou l'autre, à adapter en fonction de votre choix).

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,
- Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,
- Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,
- Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,
- Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,
- Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,
- Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH
- Considérant le projet de PLH,

COMMUNE DE LOPERHET

Voies et délais de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes sis 3 contour de la Motte CS 44416- 35044 Rennes, dans un délai de 2 mois dès que celle-ci a acquis le caractère exécutoire, c'est-à-dire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage ou à sa notification, ainsi que, s'il y a lieu, à sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Page 2 sur 3



Envoyé en préfecture le 30/01/2024
Reçu en préfecture le 30/01/2024
Publié le
ID : 029-212901409-20240129-D2024003-DE

Après avoir entendu les exposés de Patrick Leclerc et ceux du Maire et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Après avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal décide :

- D'EMETTRE un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour extrait certifié conforme

La Maire,

Mme Nathalie GODET

La secrétaire de séance

M. Joël GUILLERME-HILY



COMMUNE DE LOPERHET -

Voies et délais de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes sis 3 contour de la Motte CS 44416- 35044 Rennes, dans un délai de 2 mois dès que celle-ci a acquis le caractère exécutoire, c'est-à-dire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage ou à sa notification, ainsi que, s'il y a lieu, à sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Page 3 sur 3

12



MAIRIE
DE
PENCRA
29800

Tél. : 02 98 85 04 42
Fax : 02 98 85 68 60

Délibération n° 2024-001-001

Envoyé en préfecture le 05/02/2024
Reçu en préfecture le 05/02/2024
Publié le
ID : 029-212901565-20240130-DEL2024001001-DE

L'an deux mille vingt-quatre, le premier février à 18 h 30
LE CONSEIL MUNICIPAL dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur HERVOIR Stéphane, Maire.

Présents : Stéphane HERVOIR, Céline LANGUENOU, Jean-Pierre LE BOURDON, Guylaine SÉNÉ, Gérard LE MEUR, Annick JAFFRES, François MOREAU, Patrice DENIEL, Amar HEDDADI, Céline REBOUL, Céline PETETIN, Franck WALLON, Jennifer NOU, James TESSON, Joachim FRAOUTI.

Secrétaire de séance : Amar HEDDADI

Excusés : Stéphanie SIMON (pouvoir à Céline REBOUL), Roméo AUNAY (pouvoir à Guylaine SÉNÉ)

Daphné HERMES (pouvoir à Joachim FRAOUTI)

Date de convocation : 23 janvier 2024

Date d'affichage : 23 janvier 2024

Membres en exercice	Membres présents	Pouvoir	Vote pour	Vote contre	Abstentions
18	15	3	18	0	0

AVIS SUR LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Monsieur le maire accueille Monsieur Michel CORRE, vice-président de la CAPLD en charge du PLH et Alexandra LEFEBVRE, responsable du service transition et aménagement durable à la CAPLD.

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

Envoyé en préfecture le 05/02/2024

Reçu en préfecture le 05/02/2024

Publié le

ID : 029-212901565-20240130-OEL2024001001-DE

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communautés d'agglomération exercent de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programme, local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le conseil municipal émet les observations et remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023

→ Céline languenou demande si des projets sont prévus pour les séniors

→ Céline Petetin souhaite que le volet mobilité soit pris en compte pour les projets de construction de logements sociaux : il est impératif que les séniors ainsi que les jeunes puissent avoir facilement accès au transport (bus, piste cyclable)

- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour copie conforme au registre,
Le Maire
Stéphane HERVOIR



La secrétaire de séance
Amar HEDDADI



13

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
de PLOUDIRY**

Séance du 29 janvier 2024

Envoyé en préfecture le 09/02/2024

Reçu en préfecture le 09/02/2024

Publié le

ID : 029-212901805-20240129-DEL2024001002-DE

Délibération n° 2024-001-002

L'an deux mille vingt-quatre, le **vingt-neuf janvier** à dix-huit heures quarante-cinq minutes,
LE CONSEIL MUNICIPAL de la commune de **PLOUDIRY**, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme QUENTRIC BOWMAN Morgane, Maire.

Date de convocation : 23 janvier 2024

Présent(e)s : QUENTRIC BOWMAN Morgane, CAM Jean-Yves, POULIQUEN Thierry, LÉON Marie-Pierre, OMER Élodie, AILLET Jérôme, MERDY Gildas, JAFFREDOU Annick, CHEMINOT Patricia, TROËL Erwan, LE CORRE Brivael, VIGNAUD Jennifer, CADIOU Lauren.

Absent(e)s excusé(e)s :

Absent(e)s non excusé(e)s :

Secrétaire de séance : OMER Élodie

Membres en exercice	Membres présents	Pouvoirs	Votes pour	Votes contre	Abstentions
13	13	0	12	1	0

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE PLAN LOCAL DE L'HABITAT, SUITE À L'ARRÊT N°1 DE LA CAPLD

Monsieur Michel CORRE, vice-président de la communauté d'agglomération présente au Conseil Municipal de Ploudiry le projet de PLH arrêté par la CAPLD.

Il est accompagné de Mme Alexandra LEFEBVRE, responsable du service transition et aménagement durable.

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic,
- Le document d'orientation,
- Le programme d'actions,
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse.

Ces documents ont été mis à disposition de l'ensemble des élus du conseil municipal par outil partagé (système de stockage Nextcloud).

Envoyé en préfecture le 09/02/2024

Reçu en préfecture le 09/02/2024

Publié le

ID : 029-212901805-20240129-DEL2024001002-DE

Délibération n° 2024-001-002

Sur la base de ces documents :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet,
- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre et ceux de la Maire de la commune, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le conseil municipal émet les observations/remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

→ *Le conseil interroge si une réglementation sera mise en place des logements locatifs de très courte durée touristique (type saisonnière, temporaires, jours par jours). Le nombre de logements concernés sur la commune n'est pas significatif, mais les élus en font la remarque.*

→ *Les logements vacants sont également à prendre en compte, et les élus souhaiteraient connaître les leviers d'action sur ce sujet, outre la taxe sur logements vacants.*

→ *Il est également demandé si le levier d'action concernant les taxes sur les logements vacants peut être étudié au cas par cas. En effet, certains habitants ne peuvent occuper leurs logements en raison de travaux, parfois reportés ou annulés par des autorisations de permis manquantes (type exigences ABF).*

→ *La Maire rappelle, pendant les débats, que le PLH ne doit être confondu avec le PLUi.*

- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **ÉMET UN AVIS FAVORABLE** au projet de PLH de la CAPLD par le Conseil de Communauté en date du 08 décembre 2023.

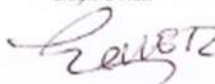
Accord du conseil à la majorité avec une voix contre.

Pour copie conforme au registre,

La Maire,
Morgane QUENTRIC BOWMAN




La secrétaire de séance,
Élodie OMER



Page 2 sur 2

14

Mis en ligne le : 15/02/2024
Sur www.plouedern.fr

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL de PLOUÉDERN du 13 février 2024

Envoyé en préfecture le 17/02/2024
Reçu en préfecture le 17/02/2024
Publié le
ID : 029-212901813-20240213-2024_02_13_02-DE

Délibération N° : 2024/02/13/02

L'an deux mille vingt-quatre, le treize février, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUÉDERN, dûment convoqué le six février, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Bernard GOALEC, Maire.

Nombre de conseillers : en exercice : 21 - présents : 17 - votants : 19,
Détail du vote : Abstention : 0 / Pour : 19 - Contre : 0 - Nul et Blanc : 0.

Présents : MM et Mmes : GOALEC, CASU, QUÉDEC, NÉDÉLEC, NOWAK, TOURBOT, SÉNÉ, MAUBIAN, MINGANT, CORRE, GARAUULT, BROCHAIN, VIGOUROUX, CUEFF, LE CHENADEC, STERN, BLONS.

Absent et excusé : M. AVETAND, Mme MAREC-PRIGENT (pouvoir à M. QUÉDEC), Mme PÉRON (pouvoir à Mme TOURBOT) et Mme TANGUY.

Assistaient également à la séance : M. Patrick LECLERC, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas et Mme Christelle PAGET-BLANC, Directrice du pôle aménagement. (Points N°1 et N°2)

Secrétaire de séance : M. Mickaël NÉDÉLEC.

Secrétaire de séance adjoint : M. Sébastien DEMABRE (DGS).

ÉLABORATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat ;
VU le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants ;
VU les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas ;
VU la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH ;
VU la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029 ;
VU le projet de PLH 2024-2029 présenté ;
CONSIDÉRANT le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH ;
CONSIDÉRANT le projet de PLH ;

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

L'avis du Conseil Municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Envoyé en préfecture le 17/02/2024

Reçu en préfecture le 17/02/2024

Publié le

ID : 029-212901813-20240213-2024_02_13_02-DE

Mis en ligne le : 13/02/2024
Sur www.plouedern.fr

Délibération N° : 2024/02/13/02

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du Conseil Municipal et laissés en consultation en mairie avant la séance.

Sur la base de ces documents :

- Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en Conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

Après avoir entendu les exposés de M. Patrick LECLERC, de M. Bernard GOALEC et de Mme Christelle PAGET-BLANC ; après avoir pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et, au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

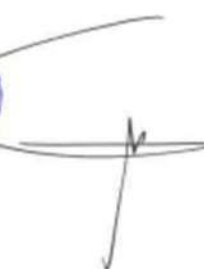
Le Conseil Municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en Conseil de Communauté le 8 décembre 2023

- Il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le Conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en Conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Le secrétaire de séance,
Mickaël NÉDÉLEC

Le Maire,
Bernard GOALEC



15



Séance du 21 décembre 2023

2023/04/49

Envoyé en préfecture le 26/12/2023

Reçu en préfecture le 26/12/2023

Publié le

ID : 029-212902456-20231221-20230449-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation	15 décembre 2023
Date de publication	26 décembre 2023
Membres en exercice	18
Membres présents	16
Membres votants	18

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi vingt-et-un décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Divy dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie de Saint-Divy sous la présidence de Monsieur Michel CORRE, Maire.

Présents : M. Michel CORRE, Mme Maryse DUBET, M. Roland EOZENOU, Mme Isabelle DINCUFF, M. André LEZIART, Mme Laurence MOUDEN, M. Mickaël LUNVEN, Mme Christine MEUNIER, M. Hervé LEAL, Mme Caroline HARTEREAU, M. Stéphane RIVOALEN, M. Jean-Marc MALEVILLE, Mme Marie KERNEIS, M. Thierry MESMEUR, Mme Elisabeth COURCOL et M. Nicolas MOREAU.

Absents excusés : M. Bertrand AUTRET et Mme Josseline CHICHERY qui ont respectivement donné procuration à Mme Maryse DUBET et Mme Elisabeth COURCOL.

Secrétaire : Mme Caroline HARTEREAU.

Plan Local de l'Habitat CAPLD

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le contexte

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du Conseil Municipal

L'avis du Conseil Municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse.

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du Conseil Municipal avant la séance.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5218-5 qui prévoit que la Communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programmes, local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

2023/04/49

Envoyé en préfecture le 26/12/2023
Reçu en préfecture le 26/12/2023
Publié le
ID : 029-212902456-20231221-20230449-DE

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre, Maire et Vice-Président de la CAPLD, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le Conseil Municipal émet les observations et remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

→ Mme DINCUFF fait remarquer « qu'il n'y a aucun sujet sur tout ce qui est mobile : tiny house »
→ M. LUNVEN questionne sur « les récupérations d'eau de pluie qui n'apparaissent pas ». Le Maire lui répond que ce point apparaît dans le PLUi

- il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le Conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLUi de la CCPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour extrait conforme au Registre
A SAINT DIVY, le 26 décembre 2023
Le Maire
Signé : Michel CORRE

Le Maire
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes (dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat)

16

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE
Arrondissement de Brest
Canton de Daoulas



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SAINT-ÉLOY

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2023

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 029-212902464-20231215-D45202312-OE

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents Au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	10

Date de convocation :

08/12/2023

Date d'affichage :

08/12/2023

L'an deux mil vingt-trois, le quinze décembre à **19 heures**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en Mairie, sous la présidence de **M. Renaud GRALL, Maire**.

Présents : M. Renaud GRALL, M. Benoît LE DIZES, Mme Laëtitia LIZIARD, M. Michael HOURMANT, M. Olivier GRALL, Mme Bénédicte LE PORT, M. Jacques TAINON, M. Anthony MARC, M. David JEANDOT, M. Pierre-Yves JEZEQUEL

Excusés : M. Thibault CALBA

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Benoît LE DIZES

D45.2023.12 – Avis Programme Local de l'Habitat (PLH) 2024-2029

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que les communautés d'agglomération exercent de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programmes locaux de l'habitat,
Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,
Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,
Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,
Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,
Considérant que le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément à l'article L. 303-2 du CCH
Considérant le projet de PLH,

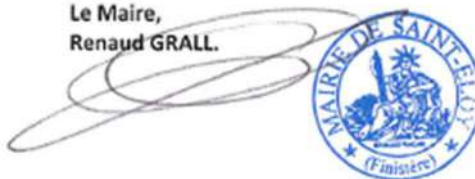
Après avoir entendu les exposés de Michel Corre et du Maire de la commune de SAINT ELOY, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

Le conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Pour copie conforme au registre.

Le Maire,
Renaud GRALL.





COMMUNE DE SAINT-THONAN

CONSEIL MUNICIPAL

N°1/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quinze février, à vingt heures, les membres du Conseil municipal de la commune de Saint-Thonan se sont réunis, en séance publique, en mairie, salle du conseil, sur convocation qui leur a été adressée le neuf février deux mille vingt-quatre, conformément à l'article L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 18

Nombre de conseillers municipaux présents : 12

Nombre de votants : 15

Etaient présents : Marc JEZEQUEL, Pierre ANNEZO, Anne-Laure CANN, Hervé BIZIEN, Carole GUILLERM, Bernard SALIOU, Fadila BOUZIANI, Corinne LE MENN, Maryse ALLAIRE (arrivée 21h00), Cédric RIBEZZO, Sébastien LAMBERT.

Absents excusés :

Bénédicte MEVEL a donné pouvoir à Sylvie MARCHALAND

Gildas DURAND a donné pouvoir à Pierre ANNEZO

Mickaël GRALL a donné pouvoir à Carole GUILLERM

Laura MARTINEZ.

Le conseil municipal a désigné Bernard SALIOU pour secrétaire de séance.

La séance est levée à 21h50.

DELIBERATION N° 02-2024 ACTANT L'AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-THONAN SUR LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Monsieur le maire expose aux membres de l'assemblée le projet de PLH, suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté.

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD) est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable. L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le

ID : 029-212902688-20240215-02_2023-DE

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet ;
- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

CONSIDERANT le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH.

CONSIDERANT le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés du Maire et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- il est proposé au Conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

▪ **Débat :**

M. Hervé BIZIEN souhaite savoir si les logements sociaux en cours de construction dans le lotissement des Pépinières relèvent du 1% patronal.

M. le Maire répond que seul le bailleur social est en mesure de répondre aujourd'hui à cette question.

M. Hervé BIZIEN demande combien de logements par an pourra-t-on construire sur la commune.

M. le Maire répond que la feuille de route du PLH prévoit 10 logements par an.

Mme Fadila BOUZIANI remarque que la taille des parcelles a diminuée. Il faut compter 18 maisons à l'hectare aujourd'hui, soit des parcelles d'environ 500 m².

M. le Maire précise que la sobriété foncière est désormais la règle en matière d'urbanisme.

M. Sebastien LAMBERT souhaite savoir comment a été élaboré ce document.

M. le Maire répond qu'il a été piloté par Michel CORRE, vice-président de la CAPLD et Maire de la commune de Saint-Divy. La CAPLD a organisé des ateliers associant les élus, des associations et les services de l'Etat. La démarche a été co-pilotée par un cabinet d'études privé.

M. Sebastien LAMBERT souhaite connaître l'articulation entre le PLH et le PLUi.

M. le Maire répond que le PLH doit être traduit graphiquement dans le PLUi.

- il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et abstentions, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

A Saint-Thonan,
Délibéré en séance
les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme

Le Maire,
Marc JEZEQUEL

M. Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication de la présente publication, par courrier postal, 3 Ctr de la Motte, 35044 Rennes, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

DEPARTEMENT DU FINISTERE COMMUNE DE SAINT URBAIN

L'an deux mille vingt-quatre, le 5 février, à 18h30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Julien POUPON, Maire.
Date de convocation du Conseil : 31 janvier 2024

Présents : Julien POUPON, Bernard LE CAHAREC, Jacques BEAUCHAMP, Jeannine LE GALL, Laure LAUVERGEAT, Pascale DIVERRES, Stéphanie GORIN, Philippe DANTEC, Pierre-Yves DANTEC, Sébastien LOZAC'H, Olivier MOAL, Marie SANQUER, Gwenhael OMNES, Stéphane TROPRES.

Nathalie ABIVEN a donné pouvoir à Jeannine LE GALL
Yvan BRISHOUAL a donné pouvoir à Olivier MOAL
Delphine LONGCHAMP a donné pouvoir à Julien POUPON
Jessica GUILLERM a donné pouvoir à Marie SANQUER

Philippe DANTEC a été nommé secrétaire

Objet : Elaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH)

➔ Avis du conseil municipal de la commune de SAINT URBAIN sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Le contexte

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis. L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du conseil municipal

L'avis du conseil municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

Envoyé en préfecture le 06/02/2024

Reçu en préfecture le 06/02/2024

Publié le

ID : 029-212902704-20240205-1 1 24-DE

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la Communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre et ceux du Maire, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au conseil municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le conseil municipal émet les observations/remarques suivantes sur le projet de PLH de la CAPLD, arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023 :

- Les élus :

- Saluent les actions du Programme Local de l'Habitat,
- Apprécient les aides à la rénovation énergétique,
- Approuve la mixité de logement proposée (taille, obligations de logements sociaux),
- Saluent l'effort financier fait par la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau Daoulas pour ce Plan Local de l'Habitat.

- Il est demandé l'avis du conseil municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Fait à Saint-Urbain, le 5 février 2024

Le Maire,
Julien POUPON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE
Arrondissement de Brest
Canton de Ploudiry



EXTRAIT DU REGISTRE
**DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE DE TRÉFLÉVÉNEZ

SEANCE DU 14 FEVRIER 2024

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents Au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
10	10	6+2

Date de convocation :

08/02/2024

Date d'affichage :

08/02/2024

L'an deux mil vingt-quatre, le 14 février 2024 à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en salle de Conseil, sous la présidence de **M. Georges PHILIPPE, Maire**.

Présents : M. Georges PHILIPPE, M. Jean-Luc LE STANC, Mme Sandrine LAURENT, M. Christian QUENTEL, M. Jean-Christophe JACQ, M. Stéphane HERRY

Absent(s) : Mme Karine SALIOU (pouvoir à M Jean-Luc le STANC), M. Didier SALAUN, Mme Corinne BRODEMON (pouvoir à Mme Sandrine LAURENT), M. Philippe DELPORTE

Absent(s) non excusé(s) : Néant

Secrétaire de séance : M. Jean-Luc LE STANC

D.02.2024.02 Avis sur le Programme Local de l'Habitat (P.L.H) 2024-2029

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, les programmes, local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Monsieur Michel CORRE et du Maire de la commune de TRÉFLÉVÉNEZ, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté et au regard des discussions en séance :

Le conseil municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023.

Le Maire,
Georges PHILIPPE.



COMMUNE DE TREMAOUEZAN (FINISTERE)**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi 13 février à 20 h 00, le Conseil Municipal de la Commune de TREMAOUEZAN, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Hervé LIEGEOIS, Maire.

Date de la convocation : 06 février 2024

Secrétaire de séance : Lynda JAOUEN

Etaient présents : Hervé LIEGEOIS, Lynda JAOUEN, Wahid FARHAT, Hélène VELLY, Gaëlle LEFEVRE, Didier CUELLO, Dolorès LOTTON, Baptiste DESBOIS, Murielle LECOEUCE, Sébastien AUTRET, Lucie MARCILLAT.

Procurations : Jean-Pierre COAT à Hervé LIEGEOIS
Laurent FAVE à Lynda JAOUEN

Excusé : Jean-Luc CORRE

Absente : Patricia FAGON-ROUDAUT

Nombre de Conseillers : - en exercice : 15 - présents : 11 - votants : 13

* * *

2024-05 : CAPLD ELABORATION DU PLAN LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Avis du conseil municipal de la TREMAOUEZAN sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en conseil de Communauté

EXPOSE DES MOTIFS**1. Le contexte**

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de logement, et, par délibération en date du 24 juin 2021, a prescrit la révision du Programme Local de l'Habitat. Elle a défini les étapes d'élaboration du PLH, les modalités d'association des personnes morales, de concertation avec les habitants et associations locales et détaillé les éléments de gouvernance relatifs à cette démarche.

Selon les règles encadrant l'élaboration des PLH, notamment l'article R 302-9 du CCH, le projet arrêté est transmis par l'EPCI aux communes membres pour avis.

L'avis est attendu sous un délai de deux mois, au-delà duquel il est réputé favorable.

L'EPCI en prend connaissance et arrête le projet une deuxième fois en tenant compte le cas échéant des avis exprimés.

2. L'avis du Conseil Municipal

L'avis du Conseil Municipal porte sur le projet avant l'arrêt N°1 et notamment sur les principaux documents suivants :

- Le diagnostic
- Le document d'orientation
- Le programme d'actions
- Les annexes : le bilan de l'ancien PLH, le bilan de la concertation et la note de synthèse

Envoyé en préfecture le 14/02/2024

Reçu en préfecture le 14/02/2024

Publié le

ID : 029-212902951-20240214-202405-DE

Ces documents ont été transmis à l'ensemble des élus du conseil municipal.

Sur la base de ces documents :

- Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet
- Il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH suite à l'arrêt n°1 en Conseil de Communauté et en prévision de l'arrêt n°2.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 qui prévoit que la communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres certaines compétences, et notamment, en matière d'équilibre social de l'habitat, le programme local de l'habitat,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment ses articles L.302-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2021-099 du conseil communautaire du 24 juin 2021 portant lancement de la procédure de révision du PLH,

Vu la délibération n° DCC2023-196 du 8 décembre 2023 portant arrêt n°1 du PLH 2024-2029,

Vu le projet de PLH 2024-2029 présenté,

Considérant que le projet arrêté de PLH doit être soumis à l'avis des conseils municipaux des communes membres, conformément aux articles L. 303-2 et R 302-9 du CCH

Considérant le projet de PLH,

Après avoir entendu les exposés de Michel Corre, et pris connaissance et analysé le projet de PLH arrêté, et au regard des discussions en séance :

- Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre d'éventuelles observations ou remarques sur le projet.

Le Conseil Municipal n'émet aucune observation ou remarque sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023

- Il est demandé l'avis du Conseil Municipal sur le projet de PLH de la CAPLD arrêté par le Conseil de Communauté en date du 8 décembre 2023.

- Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable au projet de PLH de la CAPLD arrêté en conseil de Communauté le 8 décembre 2023, à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le Maire,
Hervé LIEGEOIS



[Signature of Hervé Liegeois]

Le Secrétaire de séance,
Lynda JAOUEN

[Signature of Lynda Jaouen]